Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11,16

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXVIII, No. 42 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***21 - 28 novembre 2018***

CONFRONTÉE À LA DÉTERMINATION DES PETROCARIBE CHALLENGERS

L'équipe Moïse-Céant se torde les mains de désespoir

Création d'une milice en catimini et embauchage de mercenaires...

Par Léo Joseph

En période de fin de règne, quand les dirigeants tombés en disgrâce se retrouvent au bout de leur rouleau, ils sortent toutes sortes de magies de leur chapeau. Dans l'empressement pour se tirer d'embarras, les décisions qu'ils prennent à la dernière minute ne font que précipiter la fin. C'est bien le cas de Jovenel Moïse et de Jean Henry Céant qui, pensant écarter l'inévitable, ont commis bêtises sur bêtises. Au point que, d'ores et déjà, plusieurs observateurs se croient autorisés à dire «*le sort en est jeté* » pour le régime *tèt kale* deuxième version.

En effet, la première décision prise par Moïse et Céant pout tenter d'avoir raison du peuple haïtien debout comme un seul homme, pour exiger la tenue du procès des voleurs des USD 3,8 millions $ du fonds PetroCaribe, ainsi que la démission immédiate de Jovenel Moïse, est l'introduction d'une force de sécurité totalement étrangère à la Police nationale d'Haïti (PNH). Il s'agit d'individus dotés d'armes différentes et inconnues de la hiérarchie policière, et vêtus en uniformes noirs et grotesques. Ces agents de sécurité, identifiés par leur uniforme comme des membres de la PNH, circulent à bord de véhicules flambants neufs. Ce qui donnait lieu à toutes sortes de conjectures par rapport à leur origine.

Jovenel Moïse (à gauche) et Jean Henry Céant, lors de la nomination de ce dernier comme chef de la primature.

Des mercenaires engagés par l'administration Moïse-Céant

Mais le mystère entourant l'étrange spectacle offert par ces membres de cette force de sécurité est dissipé par le directeur général de la Police nationale, Michaël-Ange Gédéon. Dans une communication faite à la radio, il a déclaré ne pas reconnaître ces «*policiers* » dont l'uniforme est différent de ce que portent les différentes brigades spécialisées de la PNH. M. Gédéon a précisé en outre que le Police haïtienne ne possède pas les armes M-60 que portent ces faux policiers circulant à bord de véhicules affichant l'insigne de la « USPGN ».

M. Gédéon a demandé à ces derniers, qui semblent appartenir à l'Unité centrale de sécurité du Palais national (UCSPH) de rentrer à leur base et d'y rester. Selon lui, ces faux policiers seraient sous le commandement du dirigeant de cette composante de la PNH, qui reçoit ses ordres directement de l'exécutif. Le DG

Suite en page 2

LE TORCHON BRÛLE EN HAÏTI

Le pays est bloqué; Jovenel Moïse bientôt out

La ville des Cayes livrée au pillage...

Les mercenaires recrutés en Équateur et en République dominicaine pour sauver ce qui reste du quinquennat de Jovenel Moïse n'auront pas réussi à mettre leur client hors de danger. Car quarante-huit heures après la seconde méga manifestation orchestrée par les activistes du mouvement PetroCarige Challenge, Nèg Bannann nan est sur le point de quitter le Palais national pour de bon. Il y a de fortes chances qu'il s'envole quelque part avant midi, mercredi 21 novembre. Des sources diplomatiques ont indiqué que des négociations se sont déroulées toute la journée du mardi, jusque très tard le soir, afin de surmonter tous les obstacles qui ont surgi au cours du processus d'arrangement du voyage.

Jovenel Moïse, une fin honteuse. Justice sera rendue apres.

Jean Henry Céant, le complot ne passera pas.

En effet, des représentants de la communauté internationale, comme toujours, en pareilles circonstances, ont fini par porter M. Moïse — en passe de devenir ex-président d'Haïti — d'accepter de quitter le pays, afin d'éviter des ennuis occasionnés par des

Suite en page 12

HAPPENINGS !

President Jovenel Moïse and First Lady Martine.

As announced in our last edition, last Sunday in Haiti was **"Day of Indignation,"** or **"of Reckoning"** for others. Thus, millions demonstrated peacefully in the capital of Port-au-Prince as well as in various cities and villages demanding an accounting for the PetroCaribe Fund. But on top of the main issue there was a new demand: "Jovenel Moïse must go!"

The call to rid the country of the president who took office for his 5-year mandate on February 7, 2017, is based on various issues. Other than providing cover for the dilapidators of the $3.8 billion embezzled from the PetroCaribe Fund, the president is found to be associated with gangs that have extended their hold on the shantytowns surrounding the capital.

All came to light last Wednesday (November 14) when people in the *La Saline* shantytown, northwest of the capital, woke up to find several corpses thrown helter-skelter on a garbage dump. One report said 25, another 20. Whereas there's a discrepancy in the numbers, there's

Continued on page 16

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 2

CONFRONTÉE À LA DÉTERMINATION DES PETROCARIBE CHALLENGERS

L'équipe Moïse-Céant se torde les mains de désespoir

Création d'une milice en catimini et embauchage de mercenaires...

Suite de la page 1

de la PNH aurait passé des instructions au directeur de l'UCSPH l'enjoignant de rappeler à leur base (Palais national) les

Autres mercenaires faisant la ronde à la capitale.

forces qu'il contrôle et qui commet des exactions contre les manifestants et ceux perçus comme étant opposés au gou-

Des francs tireurs déguisés pour cacher leur indentité.

vernement Moïse-Céant. Rappelons que la UCSPH a pour coordonnateur le commissaire Vladimir Paraison. D'après des sources judiciaires, à Port-au-Prince, Vladimir Paraison serait impliqué dans l'affaire des armes de Saint-Marc. Il persiste à ignorer une convocation du juge instructeur de Saint-Marc Dieunel Lumérant, en vue de l'interroger sur son rôle dans le dossier. D'aucuns disent que les autorités judiciaires américaines veulent interroger Paraison, indiquant que d'autres moyens seront utilisés pour l'inciter à se conformer. Selon des informations obtenues sur le terrain, la plupart des faux policiers disposent de mitrailleuses de gros calibres, dont certains sont des francs-tireurs. On laisse croire qu'ils seraient responsables de la mort de personnes ayant atteint des projectiles à la tête.

Deux mercenaires en patrouilles dans les rues de Port-au-Prince.

Tout cet étalage d'armes pour lesquelles une provision adéquate de munitions doit être assurée ajouté à ces nouveaux véhicules observés, en sus des uniformes doit coûter une importante somme d'argent. Cela surprend au superlatif quand on connaît la condition désastreuse des finances du pays, au point que l'administration Moïse-Céant doit plusieurs mois d'arriérés de salaire au personnel diplomatique et consulaire, qu'elle tarde encore à payer. Sans oublier des policiers, dont certains attendent depuis plus de cinq mois des arriérés de salaire promis. Même chose pour les enseignants.

À moins que les fonds ayant servi au financement de cette armée de mercenaires proviennent de ressources liées aux trafics illicites, le gouvernement, qui aura succédé à Jovenel Moïse, aura une lourde facture à payer.

Contrairement aux suppositions faites autour du déploiement d'étrangers comme force de sécurité, des sources diplomatiques ont informé que ce sont des mercenaires dominicains recrutés grâces au bons offices du sénateur dominicain Félix Bautista, qui se trouve logé à la même enseigne que Moïse et consort, dans le dossier PetroCaribe.

Dimitri Hérard, ex-nouveau commandat de l'USGPN.

Ayant une épée de Damoclès suspendue sur sa tête, par rapport à ce dossier, Bautista n'hésite pas un instant à prêter main forte à Jovenel Moïse et ses alliés impliqués dans le vol des USD 3,8 milliards $ provenant de la vente du brut vénézuélien sur le marché haïtien.

Les récriminations dirigées contre le gouvernement dominicain par certains observateurs l'accusant d'avoir expédié des policiers pour prêter main forte à son homologue haïtien se sont révélées fausses. Dans le présent contexte politico-diplomatique, les autorités dominicaines n'auraient jamais souscrit à un tel projet. Surtout que la République dominicaine collabore avec les autorités judiciaires américaines dans la gestion du dossier

Suite en page 3

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 3

CONFRONTÉE À LA DÉTERMINATION DES PETROCARIBE CHALLENGERS

L'équipe Moïse-Céant se torde les mains de désespoir

Création d'une milice en catimini et embauchage de mercenaires...

Suite de la page

PetroCaribe.

Suivant de près l'évolution de la campagne PetroCaribe Challenge, dont les manifestations de rues non seulement font cheminer inexorablement le dossier vers la mise en accusation des voleurs, mais ouvre aussi la voie à la démission dans le meilleur délai de Jovenel Moïse du pouvoir. Une telle perspective donne la frousse à M. Bautista. Car, déjà dans le collimateur de la justice dominicaine, dans l'affaire Odebrecht, le puissant sénateur dominicain craint que lui et ses compagnies de constructions ne soient appelés à rendre compte de leur rôle dans le détournement de plusieurs centaines de millions de dollars issus du fonds PetroCaribe. Surtout quand ses firmes ont versé de juteuses commissions à Michel Martelly et à d'autres hauts fonctionnaires haïtiens en contrepartie de contrats passés de gré à gré à lui octroyés par les hommes et femmes au pouvoir, notamment René Préval, Jean-Max Bellerive, Michel Martelly et Laurent Salvador Lamothe, ainsi que leurs proches collaborateurs au sein des institutions d'État.

Un mercenaire, peut-être un franc tireur, se met en possition de tuer.

Tous ces faits indiquent que l'équipe Moïse-Céant a créé son corps de police personnel, qui est tout à fait différent et indépendant des différents corps spécialisés de la PNH. Cette manière de procéder crée une situation extrêmement dangereuse. Car on ne sait à quelle moment le pouvoir en place pourrait se décider à commettre une nouvelle bêtise. Car il est fort possible que, se rendant finalement à l'évidence que son mandat touche inexorablement à sa fin, Jovenel Moïse et son entourage ne prennent une ultime décision consistant à intensifier ses attaques sur la population civile en lâchant sur elle ses mercenaires.

Des mercenaires faisant la ronde à pied à Port-au-Prince.

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT
3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable.
Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

La communauté internationale sur le point de lâcher Jovenel Moïse

Depuis la méga manifestation du 18 octobre 2018, la communauté internationale commençait à s'inquiéter du sort du reste du quinquennat de Jovenel Moïse. Aussi certaines ambassades commençaient-elles à exprimer les préoccupations de leur pays. Ayant misé initialement sur les possibilités du chef d'État haïtien de renverser la vapeur, celles-ci se mettaient à suivre au jour le jour la situation sécuritaire du pays. Leur préoccupation a grimpé de plusieurs crans quand les diplomates en poste à Port-au-Prince ont constaté qu'un mois après la première manifestation orchestrée par la mobilisation « *Kote lajan PetroCaribea* », l'équipe au pouvoir en Haïti, loin de trouver une stratégie pour stabiliser la situation, ont perdu le contrôle de la situation.

À cet égard, le président français, Emmanuel Macron, dans un tweet glissé sur les réseaux sociaux, a lancé un appel à la « *fin de la violence* » qui se déroule en Haïti. Par la même occasion il a suggéré la fermeture du Lycée Alexandre Dumas, à Port-au-Prince, en sus d'exhorter « *à la vigilance* » le personnel de la Mission diplomatique française à la capitale haïtienne. Dans ce même avis, M. Macron a invité ce dernier à ne pas s'aventurer dans la rue le lendemain, soit le mardi 20 novembre.

Par ailleurs, des sources diplomatiques ont laissé entendre que le CORE Group aurait averti Jovenel Moïse qu'il est urgent de reprendre le contrôle du pays « *le lendemain* » (mardi 20 novembre). Autrement il ne pourra plus compter sur son appui. Faisant état de ce même avertissement, d'autres informateurs ont fait savoir que le CORE Group a avisé Moïse qu'autrement il sera forcé de s'en aller.

Washington fait profil bas

En dehors d'une rencontre que l'ambassadrice américaine aurait eue avec le président Moïse avec Joseph Lambert et Gary Bodeau, respectivement président du Sénat et de la Chambre des députés, rien ne transpire par rapport à la position de Washington concernant la crise. Vu que chaque fois qu'Haïti se trouve confronté à des crises socio-politiques, les Etats-Unis, par le truchement de leur ambassade, communique sa position. Mais, dans le cadre du conflit opposant M. Moïse aux promoteurs du mouvement PetroCaribe Challenge, ils font profil bas. Pourtant, à la capitale américaine, des diplomates et des groupes de réflexion se penchent en urgence sur la présente situation d'Haïti.

Au moins deux participants à ces rencontres ont fait savoir que, en ce qui concerne les dirigeants américains, « *Jovenel Moïse et son équipe, c'est le passé* ». C'est sans doute ce qui explique le long silence des Américains par rapport à cette crise.

Ces mêmes observateurs ont précisé que les décideurs de Washington débattent sérieusement des questions relatives à la « *relève* » après le départ de Nèg Bannann nan. Ces derniers pensent qu'il est urgent de trouver une solution sans perdre de temps. Car la manière dont évolue la situation sur le terrain, pensent deux diplomates précédemment en poste à Port-au-Prince, le président haïtien « *est complètement débordé. Il est dépassé par les événements* ».

Le chef de la PNH, Machaël Gédéon, ne contrôle plus la USPGN.

Les nouveaux véhicules importés pour la USGPN, dans l'ignorance du directeur general de la PNH.

Préoccupés par les mercenaires et les armes introduites clandestinement

Déjà aux prises avec l'affaire des armes introduites en contrebande en Haïti, à travers du port de Saint-Marc, en septembre 2016, les autorités américaines se déclarent « *consternées* » par l'introduction d'armes de guerre dont l'origine reste incertaine; aussi bien des inconnus présentés pour des policiers ou militaires originaires de la République dominicaine. On laisse croire que parmi les mercenaires observés dans les rues de Port-au-Prince se trouvent également des Équatoriens. Des informations diffusées sur les réseaux sociaux prétendent que ces sujets équatoriens sont arrivés en Haïti à l'initiative de Dimitri Hérard. Ce derier avait fait le déplacement expressément à Quito, en vue de les ramener en Haïti. M. Hérard, qui était, auparavant, directeur de la UCSPH, est diplômé de l'École militaire supérieure Eloy Alfaro d'Équateur.

D'une manière générale, la communauté internationale, notamment, le Canada, la France les États-Unis, etc. ont mal accueilli la décision de l'administration Moïse-Céant d'embaucher des mercenaires pour constituer une force qui fait pendant à la Police nationale.

À ces faux policiers, qui sont appelés à jouir le rôle de tueurs à gages, il faut ajouter une centaine d'hommes, ceux qui restent des Forces armées d'Haïti (FAdH), qui seraient arrivés à Port-au-Prince pour assurer la défense du gouvernement.

Tout compte fait, la présence de mercenaires portant des earmes de gros calibre n'a pu empêcher la mobilisation PetroCaribe Challenge de suivre son cours. La deuxième journée de grève (mardi 19 novembre) s'est révélée plus intense que la veille. Et au train où continue l'action des militants, la troisième journée risque de dépasser la deuxième. Dans la mesure où la nation presque entière s'aligne derrière les activistes PetroCaribe Challenge, les chances que Jovenel Moïse peut durer encore une semaine diminuent d'heure en heure. On doit demander pendant combien de jours les chefs d'entreprises et le commerce pourront encore endurer cette période de vache maigre ?

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 4

RÉFLEXIONS SUR LE SAVOIR-VIVRE ET LE SAVOIR-FAIRE

En quoi consiste le rôle d'une première dame ?

Par Rosie Bourget

Dans une république, les électeurs choisissent un président, et sa famille est placée au second

Rosie Bourget

plan. La constitution haïtienne n'indique aucun statut particulier pour l'épouse du chef de l'État et la famille de celui-ci. C'est donc à la première dame de trouver le rôle qu'elle souhaite jouer en

Ex-première dame Michelle Obama.

fonction de ses envies et de sa personnalité. Les femmes des présidents des Etats-Unis n'ont pas joué de rôle politique auprès de leur mari. Nancy Reagan, Barbara Bush, Laura Bush et Michelle Obama, pour ne citer qu'elles, se sont surtout consacrées aux bonnes œuvres, pendant que leur mari exerçait la fonction de chef d'État.

En tant que première dame des États-Unis, Michelle Obama ne se contentait pas de faire office de figurant en toile de fond des discours de son mari. Elle s'investit aussi énormément dans les sujets qui lui tiennent à cœur, l'éducation des femmes en priorité. Lors de son passage à la Maison-Blanche, l'ancienne première dame des États-Unis, Michelle Obama, a lancé un nouveau programme visant à promouvoir les activités physiques à l'école. Elle remet ainsi au goût du jour son action contre l'obésité. L'initiative lancée par cette ex-première dame visait à instaurer de nouvelles habitudes alimentaires dans les cantines scolaires, un objectif de repas sain et équilibré.

L'objectif de Michelle Obama pouvait pourtant paraître louable. Dans sa lutte contre l'obésité, elle avait réussi à faire voter au Sénat une loi obligeant les cantines des écoles publiques américaines à proposer fruits et légumes, et à respecter des seuils maximums de sucre, de sel et de gras. Et ce, grâce à des subventions du gouvernement américain.

Quel est le statut exact de la première dame d'Haïti ?

Au train que cela va, à quoi doit-on également s'attendre de sa part ? Se rendre à La Saline pour prôner la non-violence ? Ou bien négocier avec le chef de gang Hervé Bonnet Barthelemy, alias « Bout Jean Jean » ? A-t-elle entendu le cri d'appel à l'aide d'Arnel Joseph ?

Ex-premier dame Laura- Welch Bush.

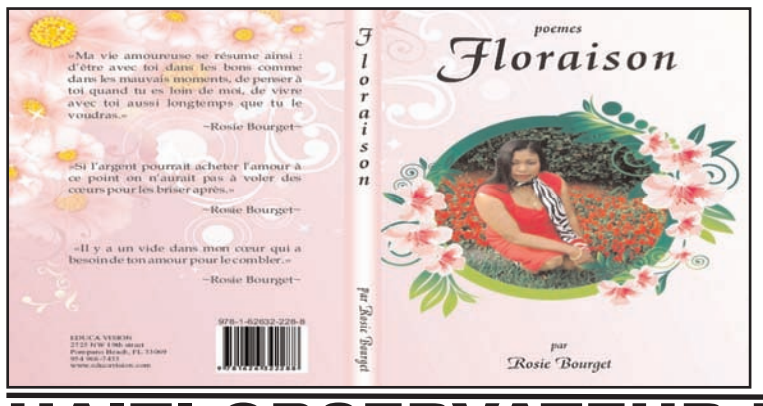
Comment aider les jeunes de Gran Ravine, de La Saline, de Village-de-Dieu, de Fontamara, de Carrefour-Feuille, de Canaan… impliqués dans des gangs (Ti je ou Soni, Arnel, Bout Jean Jean, Kris la, Barbecue, Ti Grèg, Bougoy…) à en sortir ? C'est une

Ex-première dame defunte Barbara Bush..

mission quasi-impossible puisque les chefs de gangs (Arnel Joseph et son partenaire en crime, sur les ondes de radio Lumière et Shalom) avouent eux-mêmes que ce sont le députes/ sénateurs/ ministres et d'autres hauts fonctionnaires de l'État qui sont à l'origine de ce fléau. Qu'on s'entende pour dire que le phénomène des gangs est en progression constante, on convient aussi, de part et d'autre, que sa nature, son étendue et sa gravité sont difficiles à évaluer. Cependant, aussi incontrôlable que ce phénomène puisse paraître, tout n'est pas perdu. Il suffit d'une prise de conscience collective.

En 2009, Lula da Silva a créé de nouvelles unités de police : les UPP (Unités de la police pacificatrice) composées de jeunes policiers formés aux techniques traditionnelles mais aussi à la sociologie et à la psychologie. Elles s'installent au sein même des favelas. Lula précise : «*Quand les gosses de quatorze ans vont réaliser qu'il y a un autre chemin à suivre et le Brésil a besoin d'eux, la voie de la criminalité leur paraîtra moins attrayant* ». Après un nettoyage des trafiquants en tout genre par la BOPE (Batalhão de Operações Policiais Especiais ou Bataillon des opérations spéciales de police) est le groupe d'intervention d'élite de la police militaire de l'Etat de Rio de Janeiro, au Brésil), les UPP passent à l'action en profondeur. La population reprend confiance et au début de 2010, la favela de Pavao-Pavaozinho est pacifiée. D'autres favelas, sur les mille existantes autour de Rio, ont emboité le pas. La télévision française s'est même fait l'écho de ces succès. Ce qui est possible au Brésil, dans un laps de temps assez court, doit pouvoir se faire en Haïti, si l'on a la volonté.

Je compte suggérer à la première dame de s'engager dans la défense des personnes handicapées, dans la mise en œuvre des programmes professionnels pour



Ex-première dame defunte Nancy Reagan.

aider les jeunes qui n'ont pas d'autres recours, particulièrement ceux qui sont issues des quartiers défavorisés. De travailler sur des programmes de logement et d'éducation, de se batte en faveur de l'eau potable et des transports, de revendiquer des assurances maladie pour les personnes à mobilité réduite. Pour conclure, je ne prétends pas donner un cours de bouddhisme, n'ayant pas été enlevée dans cette idéologie, je n'ai que relevé quelques citations. « *Mille victoires sur mille ennemis ne valent pas une seule victoire sur soi-même* »; « *Considère celui qui te fait voir tes défauts comme s'il te montrait un trésor* »; « *Les chars pompeux de Rajahs sont détruits par l'usure* ».

r_bourget@yahoo.com
Maîtrise en travail social (MTS)
Poète/écrivaine

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE

Licence d'impunité et de crimes odieux

Par Rosie Bourget

En politique, l'immunité parlementaire est la disposition du statut des parlementaires visant à les protéger des pressions extérieures en leur garantissant l'irresponsabilité (ils ne peuvent pas être poursuivis en justice) et l'inviolabilité (ils ne peuvent pas être condamnés tant que l'immunité perdure).

Les parlementaires haïtiens (députés et sénateurs) empruntent l'immunité parlementaire pour violer la loi. Combien de fois les instances concernées, le Bureau de lutte contre le trafic des stupéfiants (BLTS), notamment la Drug Enforcement Administration (DEA) reçoivent des rapports faisant état de trafic de cocaïne, de plusieurs crimes et délits commis par certains députés/ sénateurs, sans donner suites nécessaires ! Ce sont des rapports relégués au fond des tiroirs de la Police nationale d'Haïti (PNH). Cela, en raison des mécanismes de levée de l'immunité parlementaire contenus dans le règlement intérieur de l'Assemblée. Depuis 1990, aucun parlementaire n'a été inquiété pendant sa mandature. Il devient alors au-dessus des lois.

Le concept de l'immunité parlementaire et son utilisation

On estime que très peu de députés et de sénateurs haïtiens saisissent le sens de l'immunité parlementaire. Pour certains, ce concept représente un visa pour piétiner les lois, et par là même, le peuple. Un parlementaire doit être un homme propre. Et puis, celui qui n'a pas de foin dans le ventre n'a pas à craindre le feu. L'immunité parlementaire est un concept universel introduit pour protéger les parlementaires des pressions de l'Exécutif ou d'autres pouvoirs occultes. Cela dit, il ne faut pas abuser de ce statut. Les parlementaires doivent être responsables moralement et politiquement ; il faut lever l'immunité parlementaire lorsqu'il y a crime ou délit. Parce qu'on ne peut pas se cacher derrière l'immunité pour violer les lois

Quel sort est réservé aux parlementaires impliqués dans le trafic de stupéfiants ?

Que peut-on attendre d'un parlement sur qui planent de gros doutes ? Alors que le sénateur élu de la Grand'Anse, Guy Philippe, n'était pas le seul à être soupçonné de participer aux des opérations de blanchiment d'argent et d'activités criminelles, dont le trafic de cocaïne, le parlement haïtien comprend plusieurs personnalités accusées de corruption, de blanchiment d'argent et de trafic illicite de la drogue. L'ambassade américaine, à Port-au-Prince, connait très bien tous les trafiquants qui jouissent de l'impunité et de la corruption. On accuse l'un des anciens présidents du Sénat d'avoir été membre d'escadrons de la mort sous le régime militaire, durant la période du coup d'État de 1991.

Comment se fait-il que Midence Oqueli Martinez Turcios (57 ans), un député hondurien, a été inculpé, mardi 17 juillet 2018, accusé d'avoir collaboré avec le cartel hondurien des Cachiros, notamment pour acheminer de la cocaïne aux Etats-Unis, pendant que la DEA n'a rien fait pour épingler les narcotrafiquants notoires au Corps législatif haïtien ? Au parlement, c'est l'impunité ou *kase fèy kouvri sa* qui est à l'ordre du jour.

Pour paraphraser la question d'un journaliste, « *A quand y aura-t-il un système de justice où l'on pourra enquêter en profondeur sur les hommes et femmes politiques avant même qu'ils accèdent au pouvoir pour s'assurer de leur intégrité ?* »

r_bourget@yahoo.com
Maitrise en Travail Social
Poète/écrivaine

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

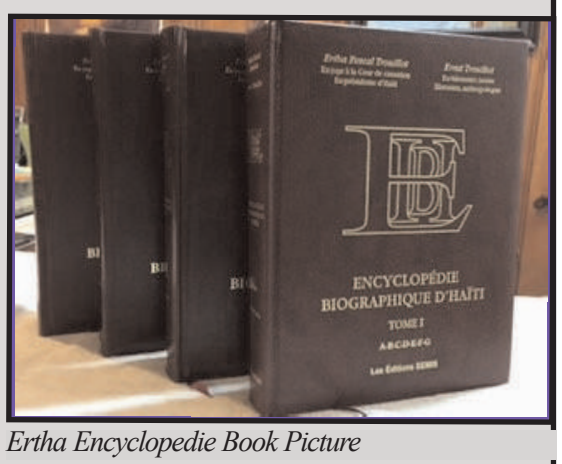
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Malgre tou sa gouvènman an fè pou gate manifestasyon 18 novanm nan, toupatou nan peyi a pèp la soti an kantite nan tout vil yo. Nou wet chapo n epi n koube byen ba devan pèp sa a ki te suiv tout modòd, san yo pa t nan kraze-brize. Epi nou prezante kondoleyans bay tout fanmi ki pèdi mounn yo nan vyolans lapolis ak atache yo ki te toupatou kòm si yo te pral nan lagè. Antouka, prezidan an tèlman pè sitiyasyon an, li ret prizonnye nan Pòtoprens.

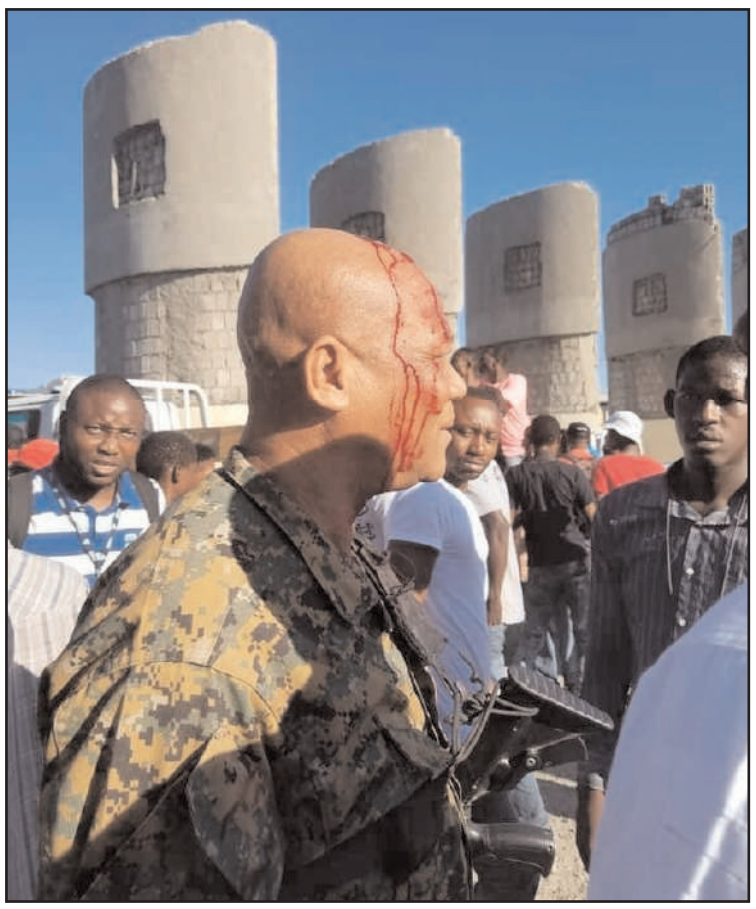
Lendi maten, 19 novanm nan, tout klas chif t ap tonbe. Pòt pawòl lapolis nan Pòtoprens di gen 6 mounn mouri, 5 blese e 23 arestasyon. M sipoze l ap pale pou Pòtoprens ase, paske avoka Andre Michel, younn nan pòt-pawòl *Sektè polilè ak demokratik la,* di yo menm yo deja anrejistre 11 mounn mouri, 47 blese epi 75 ke lapolis te kenbe pou kesyonnen. Epi mèt Michèl di te gen anviwon 2 milyon mounn ki te deyò ap manifeste. Asireman, li t ap pale pou zòn Pòtoprens sèlman, paske se tout vil nan peyi a ki te kanpe, malgre tou sa gouvènman an te fè pou anpeche mounn soti.

Men kijan yo te kòmanse pou met lapèrèz nan tout mounn. Nan mèkredi 14 novanm, 4 jou anvan gwo dat 18 novanm nan, ke anpil òganizasyon t ap prepare depi youn mwa, gen youn gwo zak kriminèl ki fèt nan Lasalin, nan Pòtoprens. Se bagay ki bay repiyans e ki montre degre mechanste mounn sa yo ki swadizan di y ap dirije youn peyi. Yo jwenn youn kantite kadav, sitou gason, men gen 2 zou 3 fanm tou, nan mitan youn pil fatra. Tout se mounn yo te tire ak bal, kivedi gen fason pou yo fè ankèt pou jwenn ki zam ki touye mounn yo. Bagay ki rache kè m nèt se lè m wè foto sou entènèt kote kochon ap manje kadav yo.

Nou prezante gwo konpliman pou *Fondasyon Je Klere (FJKL)* ki te gen tan prepare youn rapò 8 paj ki soti nan dat 16 novanm, 2 jou apre yo te dekouvri kadav yo, e 2 jou anvan 18 novanm nan. Nou di Madam Mari Yolèn Jil (Marie Yolène Gilles), ki siyen rapò a, mèsi pou kokenn travay sa a nan 2 jou sèlman. N ap pwofite salye ansyen senatè Samyèl Madisten (Samuel Madistin) ki nan *FJKL* la tou. Chapo ba!

Selon detay ki nan rapò a, otorite yo gen men yo nan sa k fèt la. Se yo ki itilize mesye gang yo pou fè travay la. E sanble se youn revanj pou sa k te rive prezidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) nan dat 17 oktòb ki sot pase a. Asireman, nou sonje sa k te pase lè l t al depoze jèb flè sou tonm anperè Jan-Jak Desalin nan Pon Wouj, anfas Site Solèy la. Prezidan an, madanm ni, Premye minis ak lòt minis epi tout mounn ki te akonpaye l te oblije kouri kite zòn nan anba youn lapli kout wòch. Okontrè, gen youn sekirite Premye minis Seyan (Céant) ki te pran youn kout wòch nan tèt epi san te koule desann sou tout figi l. San dout, nou te wè foto a.

Enben tout mounn sa yo, ke yo te lage kadav yo nan pil fatra a, te gen relasyon ak gwoup ki te kwape prezidan



Younn nan sekirite Premye minis Jan Anri Seyan pran kout wòch 17 oktobe la.

an nan Pon Wouj la le 17 oktòb la. Kidonk, otorite yo te chwazi bay egzanp kriminèl sa a omoman 18 novanm nan te pral rive. Se te youn fason pou di mounn ki pral nan manifestasyon men sa k ap tann yo. Men pèp la soti kanmenm ! Kòm nou deja di, se pa milyon yo te pran lari.

Krim Lasalin nan se youn bagay ki grav anpil. Vwala ke gouvènman an pa t met okenn kominike deyò tou suit, pou denonse gwo krim sa a. Okontrè, yo te lage youn pawòl deyò a pou di se youn sèl jenn gason movèz kòz ki te mouri ansasinen. Se 2 jou apre ansasinay la ke yo te vin di gen 16 mounn mouri. Antouka, otorite Ayiti pran pòz gran Nèg yo, yo pa gen kras rapò pou bay pèsonn. Yo ka fè e defè jan yo vle. Konsa tou, alyans gouvènman an ak gang yo vin parèt byen klè. Sa fè n sonje dokiman tout Evèk Legliz katolik ann Ayiti yo te siyen e pibliye nan dat 28 septanm 2018 la sou kesyon kòrisyon, kote yo te menm site vòl PetwoKaribe a. Yo te pwofite tou pou denonse gang yo. Mwen kwè li enpòtan pou nou raple sa Evèk yo te di sou kesyon gang yo. M ap ba nou l an franse, jan nou te pibliye l nan *Obsèvatè* ki te parèt nan dat 10-17 oktòb la.

Men ni : « *Quant aux gangs armés, qui sont protégés et approvisionnés par des sponsors de tout acabit, ils projettent une image vile et repoussante sur l'écran social. Forts de leurs armes, ils piétinent effrontément la loi, ils annulent sans vergogne les droits imprescriptibles des citoyens à qui ils enlèvent la liberté de circuler chez eux. Ils entravent la sécurité du pays et le conduisent ver le chemin de l'anarchie* ».

Epi kòm Evèk yo konn ki lès ki vrèman mèt gang yo, yo te bay avètisman sa a : « *Ā leurs sponsors, nous rappelons que la violence mène à la ruine et de sa victime et de son auteur. (cf. Genèse 4, 10). Ā vous qui commettez les actes de violence contre vos frères et soeurs, nous vous rappelons le commandement de Dieu: 'Tu ne tueras point'». (Ex. 10, 13).* N ap rete la, men nou pa ka fèmen chapit la san nou pa di sa Evèk yo te di otorite yo. N ap bay li ak lèt fonse : « ***Aux autorités de l'État, garantes de la protection et de la sécurité de chaque citoyen, nous recommandons un engagement effectif et implacable dans la lutte contre la violence aveugle imposée par les gangs armés* ».**

De 28 septanm a 14 novanm, se sèlman 8 semèn nou te tann pou n wè konplisman pawòl Evèk yo. Pita pi tris, paske jan jwèt la make san la a, se menm gang sa yo ke otorite yo fin bay zam pou fè travay pou yo ki pral vire kont pwòp mèt yo. M ap repete pawòl Evèk yo pou kore sa m di a : « *La violence mème la ruine de sa victime et de son auteur* ». M espere mèt pawòl yo va ranmase pawòl yo.

Mwen pase anpil tan sou pawòl gang yo, paske se pa ti zafè e nou p ap tann lontan pou n tande gwo deblozay la pete. Men se pa gang yo sèlman ke gouvènman an te itilize pou entimide mounn ki te pral nan manifestasyon 18 novanm nan. Pa egzanp, nan nò peyi a, kote bagay yo te cho depi nan samdi 17, lavèy gwo jou a, lapolis ak atache, sètadi nouvo makout, te ansèkle Lenbe avèk lavil Okap. Tou sa se youn fason pou te dekouraje mounn yo soti.

Antouka, mounn yo pa t kite anyen fè yo pè. Dimanch byen bonnè yo pran lari. Tout jounalis di se « *dè dizèn de milye* » ki te deyò ap mande **KOT KŌB PETWOKARIBE A ? BARE YO ! MARE YO !** Genn mounn ki te pè vre. M ap kite nou devine kilès. Imajine w, gwo Katedral katolik Okap la te prèske vid. Tandis ke jou sa a toujou gen youn mès espesyal pou 18 novanm, Batay Vètyè nan lane 1803, kote zansèt nou yo te kraze Lame Napoleyon an (Napoléon). Enben, prèt te la ap tann otorite yo pou kòmanse mès la. Nad marinad!

Epi se konsa yo vin konnen ke prezidan Moyiz deside pa met pye Okap. Sèvis enfòmasyon gouvènman an kouri met kominike deyò pou anonse ke prezidan an pral depoze youn jèb flè pou zansèt yo ki te batay nan jou sa a nan lane 1803 a. Kòm se sou Chann Mas la, tou pre Palè nasyonal la, sa yo rele *Musée du Panthéon national* ye, prezidan an fè youn kout pye nan MUPANAH a. Sekirite fè mikalaw. Madan prezidan ak Premye minis la e kèk lòt ofisyèl te akonpaye chèf la. Li fè youn ti pale pou 7 minit sèlman epi l kouri tounen Opalè. Kòm pawòl la di, « *Atansyon pa kapon ! »* Ou pa janm konnen ak bann mounn sa yo ki sèmante fòk yo jwenn lajan PetwoKaribe a, tout bagay posib. Sitou lè se prezidan an k ap fè sitirèz pou bann vòlè 3 milya 800 milyon dola lajan PetwoKaribe a. Donk, prezidan an pito pran Palè sèvi prizon !

Nan laprè midi dimanch la, lè manifestan yo te fin pase Delma, zòn Boudon, yo te deside mete kap sou Chann Mas. Fò m di nou ke biwo Premye minis la, ki te sou wout mounn yo, pran kèk bon kout wòch. Ryen de grav. Men lè lapolis tande se sou Palè mounn yo prale, yo rele ranfò pou bloke zòn nan. (Selon rapò lapolis, se 3 mil polisye ki te deplwaye tou patou).

Jan m tande koze a, si lapolis pat bloke manifestan yo seryezman, yo t ap mache pran Moyiz andan Palè a, e li ta ka menm pase tankou Vilbren Giyòm Sam (Vilbrun Guillaume Sam). Jan listwa rankonte l, pèp la te rache prezidan Sam pak an pak le 28 jiyè 1915 pou sa l te fè. Li te egzekite prezidan ki te la anvan l nan, Orès Zamò (Oreste Zamor), avèk 160 lòt mounn ki te patizan prezidan Zamò. Kòm pawòl la di : « *Qui frappe par l'épée périra par l'épée* ». Men sou diktati Papa Dòk Divalye, makout filozòf revolisyon an, Lòyis Mèt (Eloïs Maître), te bay li youn lòt jan : *« Ki fwap pa le p perura pa le mèm p* ». Epi se sa ki te bay Ameriken youn preteks pou anvayi Ayiti kote yo rete 19 lane. Sa se youn lòt istwa.

Pwovèb Lòyis sanble anpil ak sa k pase nan Mibalè (Mirebalais). Dimanch la, manifestan nan vil Plato Santral sa a te kouri dèyè atache ke gouvènman an te voye pou kraze manifestasyon yo a. Mesye yo kouri, men pa anvan yo te pran kèk kout wòch. Pa malè pou youn jèn atache, pèp la te met lapat sou li. Yo dezabiye l, yo mare tou 2 bra l epi yo trennen l atè tankou youn pil fatra. Nou pa apwouve bagay konsa, men se gouvènman an ki responsab tout zak sa yo ki bay repiyans. Jan sa ye kounnye a, « *la peur a changé de camp* ». Se pa pawòl nan bouch. Gade sa k rive prezidan an ak vwayaj li pa t ka fè a pou l al Vètyè a.

Pwoblèm Vètyè a kòmanse le 17 novanm, lè Moyiz Jan-Chal (Moïse Jean-Charles), ansyen kandida alaprezidans, te fè monte drapo nwa-e-wouj anperè Desalin nan sou ma drapo ki nan fò Vètyè a. Mounn te la ap bat bravo pandan youn jennonm te grenpe ma drapo Vètyè a ki byen wo pou plante drapo nwa e wouj la. Sa te parèt kòm si Mesye Jan-Chal te deklare pwòp gouvènman l. Anpalan de sa, nou te wè drapo Desalin nan lòt kote tou. Pa sèlman Okap, men nan Kwa dè Boukè. Yo te plante l nan men stati anprè Desaline sou Channmas la, tou pre Palè a. Men lapolis te kouri desann ni.

Jan nou wè l la, se kòm si gouvènman an pèdi otorite l. Sèl otorite l genyen se otorite gang k ap touye mounn epi mache vòlò jan yo vle. Piske gouvènman an avèk gang yo vin fè youn sèl, pèp la deklare lagè kont tou lè 2. E m espere ke pawòl drapo a pa vin pran devan **KOT KŌB PETWOKARIBE A ?** Wi, jan tout manifestan atravè peyi a mande. Se pou n **BARE YO ! MARE YO !**

Grenn Pwonmennen
21 novanm 2018

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 7

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

PROCUREZ-VOUS LES ŒUVRES DE ROSIE BOURGET

Tout le monde adore lire la rubrique de Rosie Bourget pour faire le plein de connaissance. L'auteur vous propose ses trois derniers nés, intitulés « *Floraison* », « A Rose in Full Bloom », Istwa Kreyòl ».

Régalez-vous avec son style unique et exceptionnel. Installez-vous… et laissez-vous envahir par une sensation de bien-être et d'humour. Vous avez besoin de vous détendre ? Les textes de « Istwa Kreyòl » vous permettent de chasser vous-même vos ennuis, de manière simple et rapide.

En vente à la librairie Mapou.

Pour passer vos commandes, contactez l'auteur au numéro suivant

(954) 445-0344; via courriel rbourget18@gmail.com ou r_bourget@yahoo.com.

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

◇ MÉDECINE CHIRURGIE ◇
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

IN MEMORIAM
Éloges à Rolande le jour de ses funérailles

Parents, amis, vous tous qui nous accompagnez ce matin, recevez, je vous prie, le dernier salut de Rolande. Elle m'a confié le soin de vous le transmettre avec la recommandation expresse de vous exhorter à célébrer sa victoire sur les vicissitudes de la vie plutôt que de déplorer son départ. Ce départ, à n'en pas douter, crée parmi ses proches amis un vide que le temps, heureusement, finira par combler. Plus difficile, certes, sera celui laissé au sein de notre famille. Mais, par son souvenir, Rolande continuera à vivre parmi nous, car, si, comme il en est pour la plupart d'entre nous, quelques traits de son caractère pouvaient, à certains, être déplaisants, il est évident qu'elle fut, aux yeux de plus d'un, un modèle de courage, de générosité. Avec courage elle a mené le combat de la vie; avec courage elle a supporté les souffrances de la maladie, avec courage elle a affronté le spectre de la mort. Rolande doit être partie en paix — entourée qu'elle était de l'affection de nombreux parents et amis —, soutenue par les grâces libérées par la sainte eucharistie que, chaque dimanche, elle recevait des mains de son infatigable amie Nicaise —, réconfortée par d'ardentes prières conduites, à tour de rôle, par sa cousine Marie-Marthe, ses sœurs guides Colette et Gladys, le père Hilaire Bélizaire et bien d'autres amis. A ces aimables personnes, Rolande, tu as tenu à faire savoir que tu leur as été reconnaissante…. C'est fait. Tu peux t'en aller tranquille…

Ghislaine Cadet

NE PERMETTEZ PAS QUE LES IMPÔTS, LES FRAIS DE CONSOMMATION D'EAU OU DE RÉPARATION VOUS CRÉENT DES PROBLÈMES AVEC VOTRE MAISON.

Si vous devez des impôts immobiliers, des frais de consommation d'eau, d'égouts, de réparation d'urgence ou d'autres dépenses liées à la propriété, il est possible que la ville de New York vende le droit de rétention sur votre propriété.

Les personnes âgées, handicapées et les propriétaires qui sont des vétérans peuvent être qualifiés pour dégrèvement d'impôts, mais ils doivent faire la demande.

Composez le 311 pour faire la demande, ou bien pour déterminer si votre maison se trouve sur la liste des propriétés dont le droit de rétention est en vente. Vous pouvez aussi rechercher votre propriété sur la liste en visitant le site : nyc.gov/liensale.

Ne tardez pas. Répondez aujourd'hui.

NYC | Department of Finance | Department of Environmental Protection | Department of Housing Preservation and Development

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

Kèlkeswa kote ou soti.
Ou lakay ou.

Fè yon IDNYC. Avèk yon kat idantite gratis nan NYC, nou ka eksplore tout vil la ansèmm. Al chèche pitit ou lekòl, gade dosye vaksen ou sou entènèt, epi prete liv nan bibliyotèk prive ou. Se kèt sa a ki louvri tout pòt nan tout vil la.

Tout rezidan Vil New York ki gen 14 zan oswa plis kalifye pou aplike.
Rele 311 oswa ale sou nyc.gov/idnyc

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 9

REGARD DE LA FENÊTRE

L'insécurité en Haïti

Par Michelle Mevs

« *Un jour tout sera bien, voilà notre espérance, tout est bien aujourd'hui voilà notre illusion*».

Un régime remplacera éventuellement un autre à la direction du pays sans pourtant nécessairement garantir la sécurité interne. Alors, celle-ci perdurera comme c'est déjà arrivé depuis des an-

Michelle Portes Mevs

nées en Haïti. Tâchons ici d'appréhender la définition de ce mot: INSECURITE dans le cas de figure qui nous préoccupe ici. Insécurité n'existe pas sans un effort conscient pour l´assurer. Donc, s'attaquer aux causes de l'-insécurité c'est mettre sur pied des mesures institutionnelles et tactiques appropriées aux problèmes suscités par ce phénomène. Pour qu'un projet de sécurité réussisse, la participation de la population constitue un atout formidable.

Indéniablement, la violence provoque un sentiment de vulnérabilité et de traumatisme chez la population. L'insécurité est pernicieuse en ce qu'elle a tendance à s'accentuer une fois que les forces de l´ordre sont peu efficaces pour la combattre, lui permettant de s'installer et de perdurer, surtout quand la confiance entre la police et la population fait défaut. Sans l'engagement des hautes instances concernées, souvent privées de moyens d'agir, la peur, la panique, l'angoisse que provoque l'insécurité se renforce. C´est un mal don l'impact sur la vie des citoyens se révèle désastreux, puisqu'il s'agit non seulement de violence matérielle, mais aussi de menaces physiques sérieuses.

La violence, qui se manifeste par des actes commandités se constate et se retrouve gravée dans la psyché, individuelle et collective, par ce qu'on voit et ce qu'on entend. De sorte que ce qui est constaté par le truchement

Moïse Jean-Charles se déguisant en empereur Jean-Jacques Dessalines, lors d'une recente manif. au Cap-Haïtien.

sécurité : Manque de garantie par rapport à l'inquiétude provoquée par l'éventualité d'un danger.

C'est un fait : l'insécurité se nourrit de « *violence* » de toute nature et de toute origine. La des reportages sur le vif en vidéo et des commentaires explosifs des médias sont un facteur clé de ce phénomène.

En clair, l'insécurité crée un sentiment de vulnérabilité entraînant du coup la paralysie dans l'action. D'où, bien souvent, difficulté à réagir, sinon réflexe de survie de la part des plus vulnérables.

La question est de savoir que les actes de violence, qui se manifestent sous forme d'agression, d'attentats, de brutalité, de coups et de blessures, d'assassinats et, par voie de conséquence dans la sphère publique, agitation, émeutes et révoltes, qui sont des interventions et manifestations bien réelles. Le citoyens et citoyennes, qui quittent leurs foyers le matin pour vaquer à leurs occupations, ne savent pas s'ils y retournent jamais. La rue est dangereuse. Le trafic est lent et les voleurs, toutes catégories confondues, sont aux aguets, prenant pour cibles automobilistes et piétons; à moins que les victimes les victimes potentielles aient le courage ou l'audace de s'armer en vue d'assurer son auto-défendre. Les motos, ce moyen de transport individuel et agile facilite souvent l'œuvre des bandits.

Des policiers déployés pour contrôler les manifestants, le 18 novembre 2018.

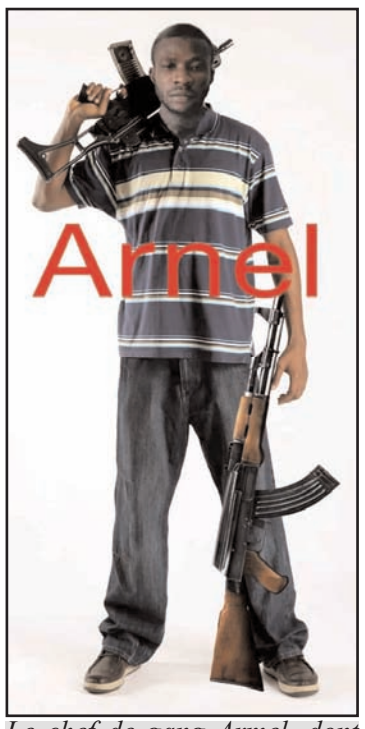
Réactions habituelles de la population

Contracter des forces de sécurité privées pour défendre son entreprise, sa résidence privée ou se prémunir contre une quelconque attaque sur sa vie entre dans le cadre des décisions des nantis. D'aucuns ont recours à d'autres moyens alternatifs ou additionnels pour éviter de tomber victimes des criminels. Aussi certaines gens, constamment aux aguets d'un mauvais sort, empruntent-ils des chemins vicinaux pour éviter de se faire détrousser sur les routes principales. Se barricader chez soi dès la tombée de la nuit, se cloitrer derrière des barreaux de fer forgés, et renforcer la sécurité des portes et fenêtres des maisons privées constituent des moyens de base pour prévenir des attaques. Les citoyens se trouvent dans l'obligation d'inventer en permanence de nouvelles stratégies pour éviter d'être agressés, blessés ou assassinés... On peut imaginer l'impact de l'insécurité sur le développement touristique et la poursuite régulière des activités touristiques. Voilà autant de faits qui font de l´insécurité un facteur de destruction des communautés locales.

Les victimes appartiennent à toutes les classes sociales

En général, des victimes sont attaquées à la sortie des banques en plein jour, après avoir effectué des transactions et se font alléger de la somme qu'elles ont en leur possession, à coups de menaces d'enlèvement ou de mort. À noter que les actes de viol accompagnant ces exactions ne font pas exception à la palette de malversation en cours.

Il y a encore les marchés de fruits et de légumes, tel qu´à La Saline, au marché de la Croix des Bossales, dont le plus récent incident remonte au mois de novem-



Le chef de gang Armel, dont la tête est mise a prix par la Policę haïtienne autoproclame gouverneur de Cite de Dieu.

bre 2018 : les marchandes se font arnaquer par différents chefs de gang au quotidien. Ceci, quand elles ne sont pas déjà sous

Un policier en train de démolier une barricade, dans les rues de Portau-Prince, le 17 octobre 2018.

la férule des agents municipaux. Aussi, s'approvisionner en fruits et légumes, marchandises périssables, deviennent-ils difficiles à Port-au-Prince, en raison des complications du transport ne

Les gens traversent une barricade à Port-au-Prince, Haiti 17 octobre 2018 (photo AP - D.N. Chery).

permettant pas nécessairement aux consommateurs d'arriver à destination sans encombre. À ces obstacles s'ajoutent ceux occasionnés par les barricades des rues et manifestations à répétition imposent la vigilance et des précautions à tous.

Mais pire encore, les marchandes vivent sous la constante menace d'incendies criminels dont sont trop souvent l'objet des marchés publics. Rappelons les nombreux incendies criminels de ces dernières années, dont celui du Marché en fer, immeuble emblématique édifice reconstruit et sous contrôle de la Digité.

Ces braves femmes et hommes, qui constituent l'épine dorsale de l'économie nationale, en sus de leurs efforts quotidiens, sont mis à mal par le système de rançon auquel ils sont exposés entraînant un manque à gagner irrécupérable renforcé par l'idée de devenir des victimes sans défense. Les marchants son donc terrifiées face à la perspective d'être pris en otage sans aucun moyen de défense, sinon qu'il ne leur reste qu'à s'adapter ou à périr. Leur situation est alarmante puisqu´il s´agit pas, en l'occurrence, de prendre le risque de mourir en essayant de gagner sa vie et celle de leurs familles.

Dans ce contexte d'insécurité généralisée, serait-il absurde de dire que tout le monde se fait prendre par tous les autres — qui passent pour être les plus méchants, les plus audacieux, les mieux armés, ou peut-être encore, quand on y pense vraiment, les plus désespérés.

Si la sécurité dépend en tout premier lieu de la responsabilité du pouvoir, d'un gouvernement démocratique, elle exige néanmoins la bonne compréhension en toute transparence de ce qu´est ce mal; tout autant dans la sphère du collectif comme de l´individuelle. La mise en place d'un système adéquat et performant est essentielle pour combattre l'insécurité. C´est aussi dire que la sécurité ne sera jamais garantie dans le temps et la durée, si elle n'est pas traitée en amont de manière adéquate.

En Haïti, l´insécurité date de plusieurs dizaines d´années. Et son origine est due en première instance aux faits et contours de rivalités électorales, d´irresponsabilité et d'incompétence d´une politique machiavélique et des politiques d´individus manipula-

Suite en page 15

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 10

ÉDITORIAL

Le gouvernement Moïse-Céant en flagrant délit de collaboration avec les gangs armés

Depuis plusieurs années, les dénonciations fusent de toutes parts faisant état de l'étroite collaboration politique existant entre des membres de l'Exécutif ainsi que des parlementaires avec les gangs armés. Les crimes qui ont été commis sur la personne de jeunes gens des deux sexes à La Saline, bidonville située au nord-ouest de Port-au-Prince, expose cette sordide relation dans toute sa révoltante laideur et sa bestialité ahurissante. Cela prouve, au-delà d'aucun doute, que les hommes du pouvoir sont les fournisseurs d'armes et de munitions aux criminels qui font la loi dans les zones de non droit. Dès lors, le gouvernement est partie prenante des activités criminelles, dont sont victimes les paisibles citoyens et les distributeurs de ces engins meurtriers doivent partager la responsabilité des délits reprochés aux gangs des bidonvilles.

Initialement, des informations diffusées sur les réseaux sociaux faisant allusion à ce qui est décrit comme le massacre de La Saline, découvert le mercredi 14 novembre, laissaient entendre qu'il y avait 25 morts. D'autres ont fixé le nombre de victimes à 20, de telle sorte que le bilan annoncé, quoique différent l'un de l'autre, établissait un acte criminel des plus monstrueux. Surtout quand est affichée sur les réseaux sociaux l'image d'un cadavre jeté sur un tas d'immondices livré en pâture aux pourceaux. Une telle scène soulève le cœur de tout humain. C'est pourquoi on s'est demandé comment des êtres humains puissent commettre ces actes odieux contre leurs semblables, de surcroît de même nationalité qu'eux.

Ceux qui avaient des doutes concernant cet acte horrible peuvent se référer au rapport sur le massacre de La Saline présenté par la *Fondasyon je klere* (*FJKL*) signé par Marie Yolène Gilles, avec la participation de l'ex-sénateur, Me Samuel Madistin, rapport rédigé deux jours après l'incident dans lequel est exposé le rôle joué par l'administration Moïse-Céant dans ce massacre. Il s'agit, selon le document, d'un crime perpétré par procuration, dressant un gang d'un autre fief contre celui de La Saline, dans le cadre d'une opération ayant visé à tirer vengeance contre les membres de celui-ci. Le Palais national impute aux bandits de La Saline l'attaque à coups de pierre dirigée sur la personne du président Jovenel Moïse et son entourage, à l'occasion de la fête commémorative de la mort de l'empereur Jean-Jacques Dessalines, le 17 octobre dernier, quand le chef de l'État déposait une offrande florale sur la tombe de ce dernier au Pont-Rouge. Surtout qu'auparavant la première dame, Martine Moïse, a eu l'occasion de se réunir en tête-à-tête avec le chef de gang Bout Janjan. Ayant délibérément décidé de ne pas émettre de communiqué, à la suite de cette rencontre, on peut déduire que la première dame n'avait pas fait le déplacement à La Saline dans le cadre d'une œuvre humanitaire. On est donc en droit de conclure qu'elle avait été chargée de conclure le marché qui devait déboucher sur le massacre de La Saline.

D'aucuns pourraient se demander pourquoi le Palais national et la Primature restent silencieux devant ce crime collectif odieux. Dans la mesure où se confirme l'idée que Martine Moïse a été expédiée à La Saline afin de planifier l'exécution de ces personnes avec les tueurs à gages de ce bidonville, elle cesse de présenter le profil de la première dame traditionnelle dont le rôle est généralement lié aux actes de charité et aux œuvres humanitaires, des initiatives qui s'inscrivent dans la mission de bienveillance à laquelle s'adonnent les premières dames du monde entier. En ce sens, la femme de Jovenel Moïse est loin d'être une émule de Claire-Heureuse, l'épouse de l'empereur Jacques 1er. Car, quand, immédiatement après l'indépendance, son mari, prenant sa revanche par rapport aux crimes des colons contre les esclaves, avait ordonné le massacre des Français, Mme Dessalines était cette âme charitable qui soustrayait à la mort nombre de Français recherchés pour être exterminés. Ou encore de Yolette Magloire, l'épouse du président-général Paul Eugène Magloire, dont les activités culturelles et humanitaires rehaussaient l'image de l'administration de son mari. Cette attitude contraste avec celle de l'actuelle première dame profitant du passage de son époux au pouvoir pour réaliser des millions, notamment dans des transactions de produits pétroliers, par le biais des institutions de l'État.

Il ressort que Martine Moïse suit les brisées de Sophia Martelly qui a profité du pillage d'Haïti orchestré par son mari pour ramasser des millions à la pelle. Quand bien même elle aurait soi-disant créé des programmes de bienfaisance au profit des déshérités du sort, en réalité c'était un moyen de s'enrichir. Puisque moins de 20 % des montants extraits du fonds PetroCaribe pour financer les initiatives de Sophia Martelly étaient affectés au financement de celles-ci. L'actuelle première dame d'Haïti se mêle à toutes les affaires de son mari, son partenaire dans la dilapidation de la caisse publique. Elle s'engage aussi à fond dans ses activités criminelles. Par son implication dans le massacre de La Saline, Martine mérite bien de Jovenel Moïse.

Le crime perpétré à La Saline, la semaine dernière, fait penser à la disparition du journaliste photographe Vladimir Legagneur qui n'est jamais retourné à sa famille d'une mission de reportage à Gran Ravin, au début de l'année. La nonchalance qui caractérise les recherches de la Police pour le retrouver, restées sans suite, et suivies du silence permanent affiché par l'institution policière, laisse croire que M. Legagneur a été sacrifié par le pouvoir ne voulant pas lancer une enquête sur ses propres alliés de ce bidonville, afin d'éviter de mettre ces derniers sur la sellette. Le silence de la PNH, de la Présidence et de la Primature dans le crime de La Saline rappelle étrangement celui de ces autorités par rapport à la disparition sine die de Legagneur.

Chose bizarre, les pistes ouvertes sur les moyens utilisés par les bandits de Gran Ravin pour enlever M. Legagneur n'ont jamais été suivies par les enquêteurs de la PNH, ces derniers ayant opté plutôt pour se lancer dans une aventure sans lendemain, en évoquant l'analyse des ossements attribués à la victime, et qui avaient été trouvés moins de deux semaines après la disparition de Vladimir Legagneur. Alors que, après ces quelques jours qui ont suivi la disparition de la victime, la décomposition de son cadavre n'aurait pas atteint une phase avancée. Mais la PNH n'a jamais donné de suite aux tests d'ADN des ossements qu'elle prétendait effectuer.

Dans le cas des victimes de La Saline, les autorités n'ont fait aucune allusion aux démarches qui auraient pu se faire pour les identifier. Ni annoncer l'ouverture d'une enquête pour identifier les responsables de ce crime. Cela voudrait dire qu'il n'y a pas lieu d'ouvrir une enquête sur ces personnes puisque « *nous savons déjà qui ils sont* ».

Bien que Jovenel Moïse ait accédé au Palais national, après avoir collecté seulement 600 mille voix des plus de 3 millions d'électeurs, et au milieu d'une contestation implacable, le peuple ne pouvait s'imaginer que son gouvernement allait s'associer aux criminels des bidonvilles de Port-au-Prince. La nation demande justice pour les victimes de La Saline. Voilà une nouvelle revendication qui s'ajoute aux demandes de la population: que soit connu l'usage qui a été fait du fonds PetroCaribe, et la poursuite en justice des voleurs des USD 3,8 milliards $ générés par la vente des produits pétroliers vénézuéliens sur le marché national.

Certes, le tandem Moïse-Céant s'est révélé un collaborateur avéré des gangs armés qui sèment le deuil et la terreur au sein des familles. Comme c'était le cas pour les kidnappeurs liés au régime défunt d'-Aristide qui les manipulait depuis son exil. Encore une autre raison pour le peuple haïtien de montrer la porte à *Nèg Bannan nan !*

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valtonin
13 K Avenue Faidherbe, Rt Rt Aprt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US. pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF. pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US. pour six (6) mois
☐ $160.00 US. pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS. pour six (6) mois
☐ 125 EUROS. pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaire

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 11

EDITORIAL

The Moïse-Céant government in flagrant collaboration with armed gangs

For several years, denunciations have been coming from all sides, pointing to the close political collaboration that exists between members of the Executive and parliamentarians with armed gangs. The crimes committed against young people of both sexes in La Saline, a slum northwest of the Haitian capital of Port-au-Prince, exposes this sordid relationship in its revolting ugliness and astounding bestiality. This proves, beyond any doubt, that those in power are the suppliers of weapons and ammunition to the criminals who rule parts of the capital which have become lawless enclaves. Thus, the distributors of the deadly devices must share the responsibility for the crimes committed by the gangs against peaceful citizens.

Initially, information circulating last Wednesday (November 14) on social networks referred to a massacre in the La Saline slum where 25 people were killed. Others set the number of the victims at 20. Though different as to the number of victims, the reports established that a monstrous crime had been committed. Indeed, this was revolting, especially when the image of a corpse thrown on a pile of rubbish was posted on social networks. Imagine, a human cadaver becoming food for unsupervised pigs! Such a scene is shocking to any decent human being. That makes one wonder what type of people are those who commit such heinous crimes against fellow human beings of the same nationality.

To those who may have doubts about this horrible act, we refer them to the report on the *"La Saline Massacre"* presented by the *Fondasyon Je Klere (FJKL),* signed by Marie Yolène Gilles. It is written with the participation of a former Senator, lawyer Samuel Madistin. Coming out two days after the incident, it exposes the role of the Moïse-Céant administration in criminal activity. According to the document, this is a crime committed by proxy as gang members from another fiefdom were set up against those of La Saline in a revenge operation. The National Palace blames the bandits of La Saline for the stone-throwing attack on President Jovenel Moïse and his entourage during the celebration commemorating the death of Emperor Jean-Jacques Dessalines last October 17. Reportedly, the Head of State had to cut short his floral offering ceremony on the emperor's grave at Pont-Rouge.

The plot thickens when it's known that prior to the massacre, First Lady Martine Moïse had a face-to-face meeting with gang leader Bout Janjan. Considering that, following the meeting, no official statement was issued, one can easily conclude that this was not a humanitarian initiative by the First Lady. She had been on a special mission which, sadly, culminated in the "La Saline Massacre." Some may ask why the National Palace and the Prime Minister's Office have failed to make any statement about this heinous collective crime? It's crystal clear that Martine Moïse was sent to La Saline to plan the execution of those who are thought to be responsible for the October 17 attack on the presidential party.

Lady Moïse ceases to present the profile of the traditional First Lady, whose role generally is associated with acts of charity and of humanitarian endeavors. Usually, these sorts of initiatives are part of benevolent missions that are the forte of First Ladies the world over. In this sense, President Moïse's wife doesn't emulate Claire-Heureuse, the wife of Emperor Jacques I. For example, immediately after independence, her husband took revenge for the crimes committed by the French settlers against the slaves. When he ordered the massacre of the French, Mrs. Dessalines was the charitable soul who saved many French citizens from capital punishment. Take also Yolette Magloire, the wife of the General-President Paul Eugène Magloire. Through her cultural and humanitarian activities, she enhanced the image of her husband's administration.

This attitude of those former First Ladies contrasts with that of the current one. She takes advantage of her husband position to grab millions, particularly in transactions involving the sale of petroleum products through State institutions. In this sense, Martine Moïse follows in the steps of Sophia Martelly, who took advantage of the looting of Haiti orchestrated by her husband to collect millions by the shovel. Purposely, she had created charitable programs for the underprivileged as a way to get overly rich. Of the amounts extracted from the PetroCaribe Fund to finance Sophia Martelly's initiatives, less than 20% was used to finance them. Haiti's current First Lady is involved in all of her husband's activities. Not only is she a partner in the squandering of public funds, she is also deeply involved in the president's criminal activities. By her involvement in the "Massacre of La Saline," Martine shows that she and Jovenel are two peas in a pod.

The crime last week in La Saline is reminiscent of the disappearance of the photographer- journalist Vladjimir Legagneur, who never returned to his family from a reporting mission in the slum of *Gran Ravin* earlier this year. The nonchalance that characterizes the Police search for him is baffling. The unresolved case is no longer the business of the Police which has been permanently silent about it. This suggests that Mr. Legagneur was sacrificed by the government which didn't want any investigation launched on its own allies in the particular slum targeted by the journalist. Any discovery could have drawn attention to the relation existing between the government and the gangs. Is it a simple coincidence that the Haitian National Police (HNP,) the Presidency and the Prime Minister's Office have been silent in the "La Saline Massacre?" Strangely, that brings to mind the attitude of the authorities who have dismissed indefinitely the death of Legagneur.

It is also strange that the investigators of the HNP have not followed certain leads they were provided to track down on the *Gran Ravin* bandits in their kidnapping of Mr. Legagneur. Instead, they opted for the capricious strategy of analyzing bones found and which allegedly belonged to the photographer-journalist. Mind you, he had disappeared only two weeks when those bones allegedly were found. Forget that in only two weeks since the disappearance of the victim, his body wouldn't have reached an advanced stage of decomposition. Well, the HNP never followed up on the DNA tests of the bones it claimed to have been under study.

In the case of the victims of La Saline, the authorities made no reference to any steps that could have been taken to identify the murderers of the victims. Nor has there been any announcement about a pending investigation to identify those responsible for that horrendous crime. Would that mean that no such investigation is needed, "because we already know who they are?"

While Jovenel Moïse got to power by collecting only 600,000 votes of a voting population of three million plus, and facing implacable protest, no one could have imagined, on top of his tainted legitimacy, he would become the ally of criminals in the slums of Port-au-Prince. The nation demands justice for the victims of La Saline. It's a new demand added to the clamor about the use made of the $3.8 billion PetroCaribe Fund, that was supplied by the sale of Venezuelan petroleum products on the domestic market.

Certainly, the Moïse-Céant team has proven to be collaborating with armed gangs that sow terror and mourning among so many families. What is happening is no different from when kidnappers, linked to Aristide's former regime, were manipulated by him event from exile. Yet another reason for the Haitian people to show the door to *the Banana Man!*

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 12

LE TORCHON BRÛLE EN HAÏTI

Le pays est bloqué; Jovenel Moïse bientôt out

La ville des Cayes livrée au pillage...

Suite de la page 1

ennemis revanchards. Après tout ce que le pays a connu, notamment les pertes financières que certains ont encaissées; mais surtout les familles dont leurs bien-aimés ont trouvé la mort, au cours de ces derniers jours, il y a des ennemis potentiels qui sont prêts à tirer vengeance. Pour toutes ces raisons, il aurait été conseillé à Jovenel Moïsir de s'éloigner du pays, ne serait-ce pour quelques jours, le temps de calmer les esprits et à tout un chacun de retrouver sa sérénité.

Des morts et des pertes matérielles incalculables

On n'a pu encore établir un bilan définitif des pertes enregistrées, à l'occasion de la première journée de manifestation, dimanche 18 novembre. Pour le porte-parole de la PNH, il y aurait 6 morts, 5 blessés et 23 arrestations, à Port-au-Prince. Mais les statistiques fournies par l'avocat André Michel, du secteur populaire et démocratique, accusent 11 morts, 47 blessés et 75 arrestations. M. Michel a évalué le nombre de participants, à l'échelle nationale, à 2 millions. Mais il est possible que ces chiffres soient révisés à la hausse ultérieurement.

Si les forces de l'ordre cantonnées dans les différentes villes avaient pu garder un certain calme durant la journée du lundi. Les choses se sont gâtées, surtout dans les villes de province. Parmi les endroits en effervescence, la ville des Cayes emporte la palme. Puisque la Police était débordée. Au cours de la matinée, des grévistes ont tenté de commencer le pillage. Mais ils étaient tenus en respect par la Police.

Toutefois, après avoir passé toute la journée du lundi à contrôler les foules, les policiers avaient épuisé leurs munitions et se trouvaient en rupture de stock de bombes lacrymogènes. C'était le moment qu'attendaient les protestataires. Ces derniers se sont lancés sur les établissements commerciaux de la ville, qui ont essuyé des pertes incalculables. Des Cayens joints au téléphone ont fait savoir que les magasins de la ville sont vidés de tout ce qui s'y trouvait en termes de marchandises.

De Carrefour aux Cayes, pas de trafic automobile

Depuis dimanche (18 novembre), date commémorative de la morte de Dessalines, les grévistes étaient au rendez-vous. De Carrefour, à Port-au-Prince, aux Cayes, dans le sud, le trafic automobile est complètement bloqué. Les points suivants étaient totalement « *verrouillés* » : Léogâne, Petit-Goâve, Miragoâne, Chalon, Carrefour Desruisseaux, Miragoâne, Saint Michel du Sud, Vieux Bourg d'Aquin, Aquin, Saint-Louis du sud, Cavaillon, Faugas, Bergeau. Des correspondants de presse ont indiqué que la situation n'est pas différente entre les Cayes et Jérémie. Les barricades enflammées étaient observées surtout à Camp-Perrin, Duichity, Beaumont, La Voldrogue et à Jérémie. Le blocus était également remarqué, de cette ville à l'Anse-d'Hainault en passant par Marfranc, Chambellan et Dame-Marie. Même constat pour Les Irois, Tiburon, Les Anglais, Chardonnière, Port-à-Piment, Cahouane, Roche à-Bateau, Port-Salut, Chantal, Durcis, Torbeck, Formond, etc.

La situation n'était pas différente pour la région nord. La Nationale numéro 1 était également bloquée, surtout à Bon Repos, Montrouis, Arcahaie, Saint-Marc, Gonaïves, en passant par Limbé, jusqu'au Cap-Haïtien. Les villes des départements du nord, du nord-ouest et du nord-est ont été également affectées par la grève. En clair, le pays entier a observé le mot d'ordre de grève.

Les département des Nippes, Petite Rivière de Nippes, Cahouc, Anse-à-Veau et Baradères étaient aussi en grève.

La mobilisation continue

Les organisateurs de la grève n'ont aucune intention d'observer un répit, comme c'était annoncé, au cours de l'après-midi du mardi, histoire de permettre aux grévistes de « *se ravitailler et de s'approvisionner* » en produites alimentaires. Mais les meneurs de la grève ont rejeté l'idée d'une pause, déclarant qu'un arrêt de la grève sera possible seulement quand Jovenel Moïse démissionne sans condition. Ils rejettent aussi, d'un revers de main, la suggestion d'ouvrir un dialogue avec le chef de l'État car, ont-ils fait remarquer, il est trop tard pour lancer des négociations avec un « *fieffé menteur* », qui n'affiche aucun respect pour ses adversaires politiques.

Dans les milieux proches des militants PetroCaribe Challenge, on affirme que la situation sera encore plus corsée pour la journée du mercredi (21 novembre). Ils laissent croire qu'ils continueront à resserrer l'étau autour de Jovenel Moïse, jusqu'à ce qu'il comprenne l'économie d'abandonner le pouvoir.

La grève décrétée par le secteur populaire et démocratique est observée à plus de 85 % à la capitale. Il semble que le pourcentage ne soit pas différent dans les autres villes du pays. Bien que la Police, dont les actions sont très limitées en provinces, aient déployé un grand effort pour contenir les manifestants et éviter des dégâts matériels, comme c'est assez souvent le cas en période de grève ou de manifestation la ville des Cayes n'a point échappé au pillage.

Les dégâts ont été vraiment limités pour la journée de lundi. Depuis lors, tous les quartiers de Port-au-Prince étaient totalement bloqués. La Route nationale numéro 1 était impraticable, de Port-au-Prince à Cap-Haïtien. Des barricades enflammées étaient érigées à chaque village, chaque bourg et chaque ville que traverse cette grande artère nationale.

Les mercenaires recrutés pour assassiner les leaders de l'opposition

Dans les milieux proches du pouvoir, on affirme que les mercenaires recrutés en République dominicaine et en Équateur ne sont pas appelés à tuer les manifestants, comme le répètent certaines gens. Leur mission consiste de préférence à liquider les leaders d'opposition et tous ceux qui peuvent influencer les décisions du peuple. Dans cette catégorie se trouvent les hommes et femmes qui mènent le mouvement PetroCaribe Challenge, ou encore qui ont exhorté le peuple à se mobiliser contre le gouvernement Moïse-Céant.

En effet, on cite, parmi les personnes que le pouvoir compte éliminer physiquement, des personnalités comme l'avocat André Michel, Marjorie Michel, etc. De même que des journalistes qui font carrière dans la critique du pouvoir et qui font quotidiennement la promotion de la campagne PetroCaribe Challenge. En tête de liste de cette catégorie figure Rony Colin, le propriétaire de Radio Zénith, et bien d'autres.

Mais la campagne en cours pour exiger que soit connu l'usage qui a été fait du fonds PetroCaribe, et engager des poursuites contre les dilapidateurs des USD 3,8 milliards $ est juste. C'est pourquoi ce qui s'y embarquent sont sous la protection du Très Haut et aucun mal ne leur arrivera. C'est l'idée émise par un patriote qui souhaite garder l'anonymat.

Après tout ce qu'on a vu et entendu, au cours de ces trois derniers mois, Jovenel Moïse va se rendre à l'évidence que le procès des voleurs du fonds PetroCaribe se déroulera sans lui. « *Plus tôt que plus tard* ».

LJ

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 13

NOUVELLES BRÈVES

Depuis le jeudi 8 novembre, la Californie brûle et les sapeurs-pompiers, y compris par avion, n'avaient pu maîtriser tous les incendies. Dans le sud, ils ont eu un répit, mais l'incendie, titré Camp Fire, dans le nord de cet état géant de l'Ouest américain

Le président américain Donald Trump.

faisait encore des ravages jusqu'au lundi 19. Mardi, 20 novembre, le feu a été maîtrisé à 70 %, mais des averses prévues pour mardi soir et mercredi, finiront pas éteindre cette géhenne moderne.

La petite ville de Paradise (un paradis) au nord de la Californie, est

Brian Kemp, le candidat republicain au poste de gouverneur de Georgie.

devenue un enfer avant de ne plus exister. Les quelque vingt-sept mille (27 000) habitants de cette petite ville ont dû fuir, emportant peu de chose. Et certains ont péri dans leurs véhicules, ayant été rattrapés par les flammes que le vent animait à grande vitesse. Jusqu'à lundi (19 novembre) on avait recensé 77 morts, 10 500 maisons détruites 410 établissements d'affaires incinérés et 14,500 bâtiments toujours à risque. Le fléau a affecté une superficie telle la ville de Chicago. On s'attend à d'autres fatalités, puisque jusqu'à présent près d'un millier de personnes sont portées manquantes dans le nord de l'état.

Presqu'au même moment où l'incendie éclatait dans le nord, le 8 octobre, un autre feu, dit « *Incendie de Woolsey* » fit irruption dans le sud, dans les environs de la ville de Los Angeles. Trois mortalités ont été répertoriées dans le sud, mais les pertes en propriétés sont de beaucoup plus considérables. Aux abords du village de Malibu, de grande réputation dans l'industrie du film, des chevaux utilisés dans des scènes de film logeaient dans les champs avoisinants. On a dû les évacuer en catastrophe.

Outre l'incendie Woolsey, deux autres incendies avaient éclaté au sud de la Californie, savoir l' « *Incendie Hill* », sans doute dans des mornes, tel que le nom l'indique, ainsi que le « *le feu de Rocky Peak* », dans des monts rocheux toujours dans les environs de Malibu.

Au prime abord, le président Donald Trump, de Paris étant où il devait assister aux cérémonies marquant le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, s'attaquait à ceux responsables de l'entretien des forêts, sans savoir que cela relève du gouvernement fédéral. Il disait même qu'il mettrait fin à toute aide pour la protection des forêts en Californie. Par la suite, sans doute après avoir reçu un compte rendu détaillé de ses proches conseillers, il a changé de ton. De retour de Paris dimanche, le lundi, 12 novembre, le président émit un *tweet* pour présenter ses compliments à FEMA, l'organisme fédéral s'occupant des zones en détresse, ainsi qu'aux sapeurs-pompiers, disant qu'« *ils sont merveilleux et braves*», tout en ajoutant « *que Dieu vous bénisse* ». Aussi va-t-il décaisser des fonds fédéraux pour aider avec la situation en Californie.

Samedi dernier, 17 novembre, le président Trump a visité les lieux des incendies, en compagnie du gouverneur de la Californie Jerry Brown, accompagné de son successeur Gavin Newsome, tous deux démocrates. Bien qu'ils aient, dans le passé, échangé des commentaires acerbes, le gouverneur Brown émettait ce *tweet : « Maintenant, il nous faut travailler ensemble pour le peuple de la Californie* ». Il faut dire aussi que le président Trump, ému devant les scènes de destruction, a commenté : « *Sad !*» (Triste).

On s'attendait à une critique du genre « *la colère de divine se déchaîne contre les Californiens*», à l'instar de la déclaration de l'icône du protestantisme conservateur Pat Robertson. En effet, lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010, il avait déclaré que ce tremblement de terre « *était la punition divine contre les Haïtiens suite au pacte qu'ils avaient signé avec Satan pour obtenir leur indépendance* ».

Alors, Raymond Joseph, ambassadeur d'Haïti à Washington, devait répondre. Sans citer de nom, il avait dit : « *Il y a des gens qui savent peu de l'histoire de leur pays. Car s'ils en étaient au courant, ils auraient su que le pacte signé avec Satan par les Haïtiens a permis aux Etats-Unis d'Amérique d'être ce grand pays aujourd'hui. Car, en déroutant l'armée féroce de Napoléon Bonaparte, nous avons contribué à l'achat par la jeune nation américaine de la Louisiane, doublant ainsi son territoire* » A souligner qu'en perdant son quartier général au Nouveau Monde, qui se trouvait au Cap-Français, désormais Cap-Haïtien », le rêve d'un empire français en Amérique est demeuré à jamais un rêve.

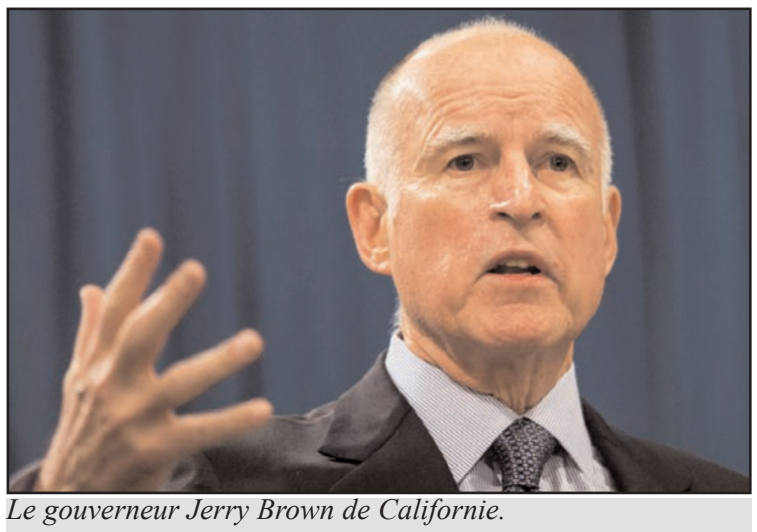
Voilà que le chairman du Parti républicain pour le comté de l'Ohio, dans l'État du même nom, a posté ce qui suit sur sa page Facebook : « *Les incendies en Californie Punition de Dieu infligée à cet Etat libéral* ». Aucun doute son dieu est un républicain sans pitié pour les électeurs qui ont voté en faveur de candidats démocrates ayant raflé tous les postes législatives à la Chambre basse.

Entre-temps, le président Trump est critiqué de toutes parts en raison de sa piètre performance durant son périple parisien. Il n'avait pas visité le cimetière, dit américain, parce que des vétérans de son pays y sont enterrés. Il prétextait que la pluie l'a empêché de se déplacer de son confort. Pourtant, le chef de cabinet, le général retraité John Kelly, et d'autres personnages de son entourage avaient fait le déplacement, même sous la pluie.

Stacey Abrams, la candidate démocrate au poste de gouverneur de Georgie.

Mais le président Trump était là, le dimanche 11 novembre, à L'Élysée, sous l'Arc de Triomphe, en compagnie d'autres chefs d'État pour commémorer le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale et entendre le discours du président français. Comme s'il s'adressait au président américain qui, récemment s'est déclaré « *nationaliste* », Emmanuel Macron a eu à dire, entre autres, « *Le patriotisme est exactement l'opposé du nationalisme. Le nationalisme est la traîtrise au patriotisme* ».

Andrew Gillum, the candidate for Governor of Florida, a democat.



Le gouverneur Jerry Brown de Californie.

Mardi après-midi (20 novembre), le président Trump s'est trouvé en rupture de ban avec la plupart des législateurs des deux grands partis, pour sa déclaration favorable au royaume saoudien reconnu responsable de l'assassinat du journaliste Jamal Kashoggi.

Le président Trump n'a pas voulu écouter un enregistrement de l'assassinat de Jamal Kashoggi, le journaliste saoudien, un fervent critique du leadership de son pays d'origine qui a été assassiné le 2 octobre dernier dans les enceintes du consulat de l'Arabie saoudite à Istanbul, capitale de la Turquie. La CIA *(Centrale Intelligence Agency),* le service américain d'intelligence à l'échelle mondiale, a fait savoir au président que selon leur information, le prince héritier saoudien, Mohammed, aurait ordonné le meurtre du journaliste, un correspondent du *Washington Post.*

Entre-temps, ce mardi, le président Trump a défendu le prince. Au moment de quitter la Maison-Blanche, pour se rendre en Floride, sans doute pour les fêtes du *Thanksgiving,* il a insisté pour dire que « *c'est une affaire complexe, une honte, mais c'est à quoi on doit se colleter. Il s'agit de l'Amérique, d'abord. Avant tout, c'est l'Amérique, d'abord* ». Puis, il a ajouté, « *Je ne vais pas détruire l'économie mondiale, non plus détruire l'économie de notre pays en agissant en insensé avec l'Arabie saoudite* ». Il a répété ce qu'il avait déjà dit, savoir : « *et le roi Salman ainsi que le prince héritier, Mohammad bin Salman, ont totalement nié avoir planifié et exécuté le meurtre de Monsieur Kashoggi* ».

En effet, pour le président américain, les contrats portant sur des milliards de dollars avec l'Arabie saoudite sont de beau-

Suite en page 14

Créole Plate Inc.

Take Out & Catering

We serve
a
delightful array of dishes for
Breakfast, Lunch and Dinner

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 14

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 13

up plus importants que la vie d'un journaliste. N'est-ce pas qu'ils les accusent d'être des « *ennemis du peuple ?* » Mais des voix se sont élevées contre la position du président. On citera les sénateurs républicains Rand Paul, Marco Rubio et Jeff Flake. Quant aux démocrates, qui seront majoritaires, d'ici le 20 janvier, à la Chambre basse, ils pourront entreprendre des enquêtes sur

The candidates for Senate, Rick Scott, the Republican on the left; and Senator Bill Nelson, the Democrate.

l'affaire Kashoggi et les relations amicales du président avec les potentats de l'Arabie saoudite. Parmi ces démocrates, qui se sont fait entendre, on citera : Mark Warner et Adam Schiff. Par ail-

Ron Desantis, candidate for Governor of Florida, a Republican.

leurs, Fred Ryan, éditeur en chef du *Washington Post,* a avancé que la réponse de M. Trump est «*une trahison du respect des droits humains qui sont des va-*

Jamal Kashoggi.

leurs américaines de longue date». Histoire à suivre.

Après une recompte des résultats des élections du 6 novembre, en Floride, Ron DeSantis, le candidat républicain, est déclaré gouverneur. Andrew Gillum, le Noir, qui a effleuré la victoire, ayant perdu avec moins d'un pourcentage, a présenté ses compliments au gagnant. Une autre victoire, pour les républicains en Floride : l'actuel gouverneur Rick Scott devient sénateur, ayant gagné avec une marge d'environ 10 000 voix sur un total de plus de 8 millions, contre le démocrate Bill Nelson, un vétéran, ayant bouclé trois mandats consécutifs.

Et en Georgie, Stacey Abrams, la candidate pour le poste de gouverneur, a baissé pavillon devant Brian Kemp, tout en promettant d'entamer une poursuite en justice. En Californie, par contre, les démocrates ont raflé tous les sept sièges de « congressmen » (députés). Pour la première fois depuis les années 40, tous les sièges de la Californie sont occupés par les démocrates.

Pierre Quiroule II
21 novembre 2018

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIETE

Jamaïque, après les Îles Fijii, un second adventiste chef d'État

Par Dan Albertini

Entre (). Trump défait comme président, cela rapportera beaucoup plus en économie aux US, que rapportera sa fin de mandat en 2020. Si l'Amérique serait plus grande, ce n'est pas une obligation mais non plus un drame de voir partir le président vers ses terres. Fermons-les ().

Premier Ministre Andrew Holness

Le temps bouscule l'adventiste qui prétend généralement s'éloigner de politique du temporel en faveur de l'intemporel, du spirituel à proprement parler. Il lui faut désormais des actes au standard de l'enfant de Dieu. Mieux que le juif qui d'après l'histoire, aurait *livré* le Christ à César. Comment être différend si Jésus le dit, *un mal à ton frère est un mal fait à moi*, et vice versa. Bravo, Holness doit composer de fait avec toutes les cultures, *même païennes* d'après le langage clérical de Silver Spring MD qui ne reflète pas nécessairement Berrien Springs MC aux US, ni Collonges S.S France. Holnness confirme-t-il Konrote ?

(George) Joiji Konousi Konrote, président

Général de division élu président, il a reçu Joan Paulsen en… qui plaide pour la liberté religieuse dans un pays multipolaire tel que cité en Holness. Président et général de division, Konrote ne saura nier les intrants du pouvoir exercé dans le temporel avec le fusil à l'épaule comme aux Etats-Unis où les armes et la NRA chantent de leur partition à l'oreille du pouvoir qui gère exclusivement le temporel. Rome aura échoué avec tant de scandales pédophiles.

Cela fait déjà plus d'un an mais nous avons préféré attendre le *momentum* afin de sortir l'interrogation sur le profil de gouvernance adventiste de ces deux pays où la foi adventiste réclamait le droit à la liberté religieuse, dit-elle depuis 100 ans, par le PARL/IRLA. Le temps de l'épreuve est arrivé si l'on doit considérer les obligations arrachées au Catholicisme de par la transparence que prône les Nations UNIES quia accueillent le PARL à…..

Haïti

Holness président rotatif de la CARICOM par la Jamaïque est-il perçu en évadé de la foi pour l'adventiste haïtien qui représente ….% du monde adventiste qui ne peut réfuter la distinction en créant un ministère de la femme tout en?

Monde

Observons les statistiques qui proviennent directement de **l'organisation mondiale** au 31 décembre 2011. 72 144 églises ; 67 078 groupes ; 14 479 890 membres ; 17 530 pasteurs ; 232 168 employés ; 208 pays et régions sur 232 ; 13 divisions ; 7883 écoles ; 1 750 651 inscrits ; 172 hôpitaux et cliniques ; 133 maisons de retraites ; 238 centre de soins et dispensaires, 36 orphelinats ; 10 centres médicaux par avion ; 14 médias ; 62 maisons d'éditions et branches ; 2 267 603 977 $ de dîmes ; 72 662 887 d'offrandes ; 7 914 514 $ de collectes ; 120 pays/régions de présence ADRA ; 1 537 projets financés. Plus d'un pays à travers le monde n'a pas ce budget de fonctionnement, particulièrement Haïti qui accueille…. Adventistes à travers … missions.

Holness et Konrote vont-ils alors interdire chez eux ce prosélytisme qui dans chaque église, à chaque culte et réunion de prière, fustige le catholique, l'islamiste, le TJ, quand l'organisation dit ceci : « ***L'Eglise adventiste croit fermement que la lutte contre l'oppression religieuse et la défense des droits des individus à adorer selon leur conscience - indépendamment de l'appartenance religieuse personnelle - est dans le meilleur intérêt de tous*** » mais pratique au contraire le culte de l'intolérance des autres à la place des délices de sa maison ?.

PROPRI T VENDRE
 PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 15

REGARD DE LA FENÊTRE

Suite de la page 9

teurs; secteur ou la corruption règne en maître. L'abandon des élites d'argent de leur responsabilité et obligation participative et citoyenne. Leurs fonds et profits exportés vers des capitales

Des policiers de la UCSPH sur le point d'être déployés.

étrangères, ils ont transformé Haïti à n'être plus qu'une vache à traire sans en prendre soin de manière objective et clairvoyante. Quant aux individus et groupe rattachés au secteurs criminels par le trafic de basse et haute criminalité, telles que la contrebande et la drogue, si on entend peu parler de ces puissants, c´est sans doute parce qu´un fort secteur de la société en est partie prenante ou craint d'en

Moïse Jean-Charles, manifestation au Cap et le drapeau noir et rouge hissé là ou devait se trouver le bicolore bleu et rouge national.

être victime.

Certes, l´insécurité est due aux facteurs économiques qui pourraient servir de force dissuasive à l´extension de la criminalité alors que l´appauvrissement accru ne fait que la nourrir et la fortifier. Mais l'explosion de la violence dans les quartiers populaires, bidonvilles ou zones déshéritées en périphérie de la région métropolitaine de Port-au-Prince a fait apparaître des chefs de gang des plus intrépides. Ce sont Anel (qui s'est replié, sa tête étant mise à prix), Law, Bougon, Bout Jan jan (chef de gang précisément proche de la première dame Martine Moïse, il a été récemment emprisonné) au vu et à l'entendement des habitants de leurs territoires, comme des Robin des bois, volait aux riches pour distribution aux pauvres. Ils sont devenus des stars des radio-vidéo des médias et « *directeurs d'opinion* » puisque le peuple haïtien, déjà fortement politisé, est friand de politique, en sus d'être partisan de plus d'équité participative.

Le fait n'est pas nouveau quand on se rappelle qu'en 2006 Cité Soleil, ce ghetto marginalisé, a toujours occupé un rôle prépondérant dans la politique électorale haïtienne, faisant de la violence et de l´insécurité urbaine qu'elle pouvait susciter, de sa forte démocratie des facteurs de terreur. N'omettons pas Solin et le Bel-Air.

Ils sont très présents dans l'actualité des zones de non-droit. Citons quelques-uns : Grand Ravin (3e) Matissant 7, Cité de Dieu, La Saline, Delmas 2, Bel Air, Canaan, Carries, Saint-Marc, Ti-Rivière, dans l'Artibonite.

Un policier s'apprêtant à tirer sur la foule, le 17 octobre 2018, à Port-au-Prince.

La Police haïtienne est-elle le bouc émissaire du gouvernement, serait-elle responsable de l'échec gouvernemental concernant l'insécurité ?

Suivant le constat de certains observateurs, l'échec cuisant du dossier — insécurité florissante —, en Haïti, n'est pas et ne peut être mis sur le dos de la Police nationale, comme pour faire comprendre qu'elle est la seule responsable de cet état de chose ou partie prenante même de cet échec patent. Ce corps actuellement ne traite que les symptômes et pas les causes du mal.

La police peut-elle réprimer les manifestants ? Ceci étant certain, néanmoins, par décret nous savons que les directives données et les agissements de cette force dépendent du premier ministre, par conséquent de la présidence.

Plusieurs secteurs de la société, des dirigeants, des députés, sénateurs, et même du chef de l'Etat ont tendance à incriminer la Police nationale, écrit *Juno7* alors que, l'autorité de décision des forces de police a été récemment, par décret, transférée au Premier ministre, le chef de la police se trouvant donc privé du rôle de preneur de décision principal.

Si les racines du mal, les causes profondes de cette violence conduisant à l'insécurité ne sont qu'un rejet de la pauvreté endémique, des différences de revenus ainsi que d'opportunité, on peut se demander comment et pourquoi les autorités de ce pays

17 novembre 2018, barricade enflamée sur l'autoroute de Delma, a Port-au-Prince.

porteraient-elles du doigt les forces de la Police nationale. S'en servaient-ils de bouc-émissaires contre toute revendication ? Pour dire vrai, pourraient-elles, par elle-même, assumer, voire apporter une solution durable au problème d´insécurité ?

Le gouvernement, quand il est menacé par la vindicte publique, ne réussira pas son manège qui consisterait à passer la faute à d´autres. Quand il aura fait sa part et observé une logique de réforme visant à l'amélioration des critères politiques, à la reprise de l'économie, de la justice sociale. C´est seulement à cette condition que le calme et la paix triompheront du chaos de l´insécurité. . .

Nonobstant, il arrive que des forces de l´ordre soient composés de divisions secrètes à desseins politiques, comme le rapporte Joël Léon, un observateur très perspicace de la scène politique en Haïti.

En même temps, l´opinion publique se fait entendre d'une voix très forte, confirmant qu'un corps illégal composée de militaires haïtiens formés en Équateur agissent exclusiyement sous les ordres du chef d'Etat et de son prédécesseur. Ils seront là pour opérer un nettoyage de toute les têtes importante s´opposant au pouvoir en place. « *Ils tuent pour tuer…* ». Toute intervention de la sorte, anti-démocratique, ouvrirait une autre brèche à la violence qu´il faudrait encore colmater.

La sécurité, un facteur sine qua

Suite en page 16

Journal 21 - 28 novembre 2018:HO 11/20/18 4:58 AM Page 16

HAPPENINGS !

From page 1

no denying that a massacre did occur. In fact, it's being called *"The La Saline Massacre,"* an incident about which the government failed to issue a communiqué,

But a human rights organization called *Fondasyon Je Klere* (FJKL) –*Observing Eyes Foundation*—issued an 8-page report on Friday, November 16, in which it explains much about the massacre. It was an act of revenge against those who had forced the president and his retinue to cut short his floral ceremony at the tomb of Emperor Dessalines at *Pont Rouge* in Port-au-Prince on October 17, the date of his assassination in 1806. To deal with those who pelted the cortege with stones, the president's wife, Martine Moïse, met with the leader of a rival gang and apparently worked out the details on what should happen. Look at the English Editorial on page 11 for more details.)

President Moïse also has launched a new security force in the country without knowledge of Police General Director Michel-Ange Gédéon, who said he was surprised when he saw those men wearing fatigues and driving vehicles stamped with USGPN, the official logo of the Police unit serving as a presidential guard. Those policemen, according to the regulations, are charged with the protection of the current president and other former Heads of State who are in the country. But now they are out on duty, with the Police chief unaware of their mission.

Interestingly, Jacqueline Charles, the Miami Herald correspondent, issued the following *tweet* Tuesday at 7:30 am:

Chief of Police Michael-Ange Gédéon.

"Clearly it seems that the National Palace, which unveiled new uniforms, vehicles & guns for its police officers, is running its own police, given that @pnh.officiel was just as surprised as the rest of us. So how were they able to buy all this w/o anyone knowing? Biffing? #Haiti."

On November 18, the private enforcers of the Palace were dispatched to several cities with mission to sabotage the demonstrations. At Mirebalais, in Haiti's Central Highlands region, some of these enforcers, who are called "attachés" by the people, got in major trouble when young local men discovered them. Some escaped after being stoned, but one fellow was captured. Stripped of all his clothes, and shoes, his hands tied together at the wrist, he was mercilessly dragged on the streets. A barbarous punishment! Anyway, those young men were praised for their "patriotic action." An impromptu slogan was coined: **"All attachés will get the same treatment."**

Anti-government sentiments are high all over. In Cayes, in the south, on Tuesday, the crowd invaded the Police post at *Quatre Chemins,* the entrance of the city from four directions. The policemen were overwhelmed by the crowd who took their weapons and ammunition. A public market was ransacked. Late Tuesday evening, local irregular reporters in Cayes, said the local EDH electrical plant has burned down. The looters are out in force because most policemen have disappeared. Apparently, they ran out of tear gas which is often used to help in crowd control. And those leading the charge say they will continue with their mission which entails causing as much disruption as possible *"until the president says goodbye."*

The void of authority was felt on Saturday, November 17, the day before the demonstrations. Former presidential candidate Moïse Jean-Charles led a group to the *Vertières* Monument near Cap-Haitian, Haiti's second largest city. There, they were watching in awe as a robust young man climbed the tall mast to plant the red-and-black flag of the empire under Jean-Jacques Dessalines. Being from the Cape, Jean-Charles has a large following there, ready to do his bidding. The word around town was *"We're waiting for the president,"* and not in amicable terms.

Usually, the president goes to *Vertières* on November 18 to pay homage to the ancestors who defeated the seasoned troops of Napoleon Bonaparte on that day in 1803, the last battle for Haiti's independence. For the first time in history, former slaves defeated their masters on the battlefield and set in motion the movement of liberation everywhere. This year, the word in the mouths of Cap-Haitians was *"freedom from the thieves."*

Not knowing how he would be welcomed in Cap-Haitian, President Moïse cancelled the trip to the north on Sunday morning. While the priest was waiting at the Cathedral in Cap-Haitian to officiate at the special mass for that day, he learned about the cancellation of the president's trip. The official release from the Palace said that the president would honor the heroes with a floral presentation at the *Musée du Panthéon National Haïtien* (MUPANAH), the museum about Haitian heroes of independence as well as of Haitian history and art. Located at the *Champs de Mars,* near the National Palace, the MUPANAH offered the president a good alternative to being present at the battlefield.

Obviously, the regime was at a loss on how to respond to Moïse Jean-Charles' provocation. If they arrested him, there could have been riots in Cap-Haitian and elsewhere where he has followers. On November 18, some black-and-red flags were seen in the crowd at Croix des Bouquets, a town about 15 miles from Port-au-Prince. And on the morning that day, a red-and-black flag was floating at the mast on the *Champs de Mars,* a stone throw from the Palace. The Police quickly took it down, replacing it with the regular red-and-blue.

As the week progresses, and as spontaneous demonstrations take place here and there, President Moïse will be in a precarious position. His November 18 radio and television appeal to "Haitian brothers and sisters," fell on deaf ears. His failed promises have doomed him. And turning to a new repressive force reminiscent of François "Papa Doc" Duvalier's Tontons-Macoute won't save him at this late hour.

RAJ, 21 November 2018

REGARD DE LA FENÊTRE

Suite de la page 15

a non de progrès

Incontestablement, la sécurité constitue un paramètre sine qua non au développement de l'économie, aux apports en investissements étrangers, au développement du tourisme, mais surtout à la viabilité des zones périphériques de non-droit. En ce sens, l'objectif de pacification réclame toute l'attention et la persistance de ceux qui détiennent le pouvoir, des décideurs, de toutes les élites, à condition que celles-ci existent encore.

Il serait bon de faire appel à la participation de tout citoyen éclairé également.

Rappelons que l'insécurité est un frein à tout projet de base devant être implanté dans le cadre de l'aménagement urbain, notamment les réseaux routiers, la propreté des villes, la santé publique, la fréquentation et la jouissance des lieux publics, l'appropriation de l'espace social au bénéfice salutaire de la population. Citons en ce sens le texte de Renée Rouleau sur l'insécurité au Canada :

« La liste des éléments urbains engendrant l'insécurité est longue: les terrains vacants; la présence de graffitis; les terrains en friches; les bâtiments inoccupés; les gangs de rue; la présence d'itinérants ou de mendiants; les stationnements mal éclairés; l'illisibilité des lieux …, les rues où les automobilistes ne peuvent s'immobiliser; les déchets étalés; la présence policière fortement armée; la présence de prostituées; etc. ».

Le cas d'une certaine violence faite à la constitution haïtienne de 1987 par le chef de parti populaire Pitit Dessalines Moïse Jean-Charles

Moïse Jean- Charles est cet opposant farouche du régime PHTK des présidents Michel Martelly et de Jovenel Moïse fortement contesté. Originaire de Milot, département du Nord, M. Jean-Charles est un politique d´expérience ayant été sénateur. On lui reconnaît une détermination hors pair dans sa lutte contre le pouvoir en place. Son récent acte de violence faite à la constitution de 1987, sa désobéissance civile consistant à rejeter l'emblème national, suscite actuellement une polémique en Haïti, et nous interpelle la violence de son discours accompagnant son acte dont certains assimilent à la provocation.

À Verrières, haut-lieu historique de la victoire du général Jean-Jacques Dessalines sur les troupes napoléoniennes, Jean-Charles a su attirer l´attention de tout le pays en faisant hisser sur l'un des deux mâts du lieu (celui qui était désoccupé) un drapeau noir et rouge— qui n'est autre que celui de 1805, de son héros Jean-Jacques Dessalines en face du drapeau établi par la constitution haïtienne de 1987 celui représenté barres d'étoffe superposées de couleur bleu et rouge. Il a en même temps tenu un discours provocateur excluant une classe de gens aisés, à peau claire, les fils de Pétion, classe, selon lui, subversive... Pour finir Il interpelle également ceux qu´il appelle les bourgeois à lui adresser une réponse.

Cette violence, qui existe à la division des citoyens d'Haïti sonne tout bonnement comme un courroux contre ceux qui jouissent d'un capital usurpé à l'État haïtien et qui sont en meilleure position financière actuellement que tout autre individu ou groupe d'individus aux revenus aléatoire; de même que ceux qui croupissent dans la misère. Le scandale Petro caribe ou la gestion malhonnête des fonds met en rage Jean-Charles, insistant à vouloir remplacer le gouvernement de Jovenel Moise pour corruption et complicité avec la classe dite « *bourgeoise* » par un autre plus performant.

La constitution de 1987 prévoit le cas de renvoi du président élu mais puisque le Parlement n'a démontré de propension à mettre en marche une telle initiative, il aura fallu que la population exprime sa colère par l'entremise de longues manifestations de rue et des critiques ouvertement acerbes. Rien n'y fait. Dans cette situation, Jean-Charles aura pris les choses en main, se plaçant outrancièrement hors constitution et arrivant même à faire du drapeau noir et rouge son étendard personnel, un symbole du renversement du président Jovenel Moïse. À cette heure du 18 novembre, la population, en mode d'insurrection, aura affiché la volonté de hisser ce drapeau noir et rouge aux mâts des villes et des monuments historiques à travers tout le pays. Poursuivie par la police, qui se fait un devoir d'enlever le drapeau inopportun, la foule, nombreuse, hurle sa furie.

M.M.